



Centre d'Etudes Supérieures
d'Aménagement (CESA)

Université François-Rabelais Tours

Mémoire de Recherche

POLITIQUES URBAINES ET INFORMALITE AU BRESIL

Année 2002-2003

Vanessa SORIN

MAGISTERE 3
« AMÉNAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE »

UNIV. TOURS EPU DA CESA



D 251 001548 6

POLITIQUES URBAINES ET INFORMALITE AU BRESIL

**La prise en compte des acteurs de l'informel
dans les projets locaux de développement
et de planification urbaine**

Le cas de Campina Grande – Nordeste Brésilien





Remerciements

Le travail de terrain de cette présente recherche a été réalisé à Campina Grande (Nordeste Brésilien) à l'occasion d'un stage de trois mois réalisé au sein de l'Agence Municipale de Développement (AMDE).

Cet échange a été rendu possible grâce à la convention existant entre l'Universidade Federal de Campina Grande (UFCG – BRESIL) et le Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement (CESA – Tours), mais également grâce au soutien financier de « l'Association Descartes » (Tours) qui oeuvre dans l'objectif de faciliter les expériences à l'étranger des étudiants de la région tourangelle.

Je remercie mon professeur M. Jean-Paul Carrière, Professeur et Directeur du Magistère d'Aménagement – CESA et tuteur de cette recherche.

J'aimerais également remercier M. Le Professeur F. Barreto, Professeur d'Economie à l'U.F.C.G, coordinateur du stage réalisé et Mme Silvana Nunes Da Costa, Directrice – Présidente de l'AMDE, qui m'a accueillie dans sa structure et a accepté de participer à cet échange d'expériences. Ma gratitude à toute l'équipe de l'AMDE qui m'a reçue avec chaleur et sourire.

Je remercie Dr. Joab Pachêco de Oliveira, Directeur économique et financier de l'IPSEM, ainsi que les membres du Secrétariat au Plan qui ont facilité mes recherches, Socorro, secrétaire, Arimar, membre de la Commission technique de législation urbanistique et Anselmo, architecte, responsable du projet de revitalisation du centre ville de Campina Grande.

Je remercie l'administrateur du Shopping Popular, Matêus, des Arccas Titão, Peto, et des Arccas Catédral, Asséis pour le temps qu'ils m'ont accordé. Je remercie également tous les camélos qui ont eu la gentillesse de répondre à mes questions.

Enfin, je pense à toutes les personnes ayant contribué à mon bien-être durant ces six mois, notamment la Professeur Guislaine Duqué qui m'a accueillie et soutenue, ainsi que tous les amis rencontrés sur cette terre brésilienne.

Sommaire

INTRODUCTION	3
CHAPITRE 1.....	8
PRESENTATION DE L'ETUDE	8
I. « L'ARCHIPEL DE L'INFORMEL »	9
II. L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS DANS L'INFORMALITE.....	16
1. <i>L'économie du développement</i>	16
2. <i>Le Renouveau du paradigme de l'économie du développement : un développement alternatif ou une alternative au développement ?</i>	19
3. <i>L'intervention des pouvoirs publics et l'espace occupé par l'informel</i>	23
III. CONTEXTUALISATION	25
1. <i>Présentation générale du Nordeste brésilien</i>	25
2. <i>Informalité et politiques de développement au Brésil</i>	31
3. <i>Informalité et planification urbaine au Brésil</i>	33
CHAPITRE 2.....	37
ECONOMIE INFORMELLE ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT	37
I. POLITIQUES DU GOUVERNEMENT BRESILIEN	38
1. <i>Les politiques d'appui à l'économie informelle au Brésil</i>	38
2. <i>Les différents programmes nationaux mis en place</i>	39
II. LE ROLE DES POUVOIRS LOCAUX : LE CAS DE CAMPINA GRANDE.....	44
1. <i>Caractéristiques socioéconomiques campinenses</i>	44
2. <i>Documents et acteurs du développement local de Campina Grande</i>	46
3. <i>Actions menées sur le municipe impulsées par la Banque Mondiale</i>	49
4. <i>Le rôle essentiel de l'AMDE</i>	50

CHAPITRE 3.....	53
ECONOMIE INFORMELLE ET PLANIFICATION URBAINE.....	53
I. ORGANISATION URBAINE DE CAMPINA GRANDE	54
1. <i>Historique du développement de Campina Grande</i>	54
2. <i>Le paysage urbain actuel</i>	56
3. <i>L'espace commercial</i>	59
II. PLANIFICATION URBAINE A CAMPINA GRANDE ET PRISE EN COMPTE DE L'INFORMEL	69
1. <i>Les documents de planification</i>	69
2. <i>Projet de valorisation du centre ville</i>	74
III. PROJET DE DELOCALISATION ET RELOCALISATION DES CAMELOS	77
1. <i>Présentation du Projet</i>	77
2. <i>Objectifs</i>	80
3. <i>Réalisation</i>	84
4. <i>Les conséquences</i>	92
5. <i>Projets</i>	100
 BILAN ET CONCLUSIONS	104
 TABLE DES MATIÈRES	107
TABLES DES PHOTOS.....	112
TABLES DES PHOTOS.....	112
BIBLIOGRAPHIE	113
ANNEXES.....	117

Introduction

La notion d'informalité a été créée par une institution internationale, le Bureau International du Travail en 1970.

Elle désigne une réalité socioéconomique complexe et hétérogène dont le point commun est de concerner des acteurs qui ne contractualisent pas avec l'Etat, qui sont en dehors du cadre réglementaire. L'informalité concerne les activités économiques mais également l'occupation de l'espace. Elle concerne une vaste réalité tant économique, sociale que spatiale. La prise en compte par les politiques publiques nationales et internationales a varié selon les courants économiques et politiques dominants.

A l'image des pays en développement, le Brésil compose avec cette population. Il a connu une vertigineuse urbanisation à partir des années 50. Les nouveaux urbains, acteurs de l'exode rural massif se sont appropriés les espaces laissés vacants de manière anarchique. C'est aujourd'hui un pays dépendant, son marché de l'emploi n'offre pas d'opportunités suffisantes et la population se nourrit de l'espace urbain pour pratiquer ses activités économiques en dehors de toute réglementation mais qui répondent à l'exigence de survie. La ville brésilienne, comme la structure économique et sociale, montre deux visages : la « vraie ville », moderne et réglementée et la ville marginalisée occupée par ces acteurs informels. En lien étroit avec les pratiques économiques et sociales, la ville et l'espace urbain reproduisent les inégalités sociales. L'informel est plus ou moins visible dans l'ensemble de la ville.

Le Nordeste brésilien est la région la plus pauvre du Brésil. Elle connaît les inégalités sociales les plus marquées et les taux d'emplois informels les plus élevés. Les acteurs publics locaux doivent composer avec des données qui deviennent structurelles.

Les politiques de développement économique et humain et les plans d'aménagement urbain locaux s'attachent, malgré les restrictions économiques et budgétaires, à intégrer cette partie du paysage économique, social et urbain, potentiel de développement local.

Comment les politiques urbaines de développement et de planification prennent-elles en compte aujourd'hui les activités et les acteurs de l'informel au Brésil et plus particulièrement au Nordeste, tant dans les documents de planification économique et urbaine que dans les actions concrètes ?

Quelles stratégies politiques locales publiques et alternatives sont possibles, envisageables et envisagées ?

Finalement quels sont les objectifs ? Y a-t-il compréhension des caractéristiques de cette économie ? L'intervention publique entraîne-t-elle une destructuration de ces activités ? N'y-a-t-il pas une volonté de formaliser l'informel, ou du moins de modifier l'informel afin de rendre le visage moderne à la ville, particulièrement le coeur urbain, vitrine de la modernité ?

Sous l'angle économique, quelles politiques et structures sont mises en place pour répondre aux besoins de cette population, en marge du développement humain mais majoritaire ?

Sous l'angle spatial et urbanistique, comment les documents de planification et les plans d'aménagement urbain prennent-ils en compte les activités informelles ? Concrètement, les acteurs et activités informelles sont-ils tolérés, supprimés, structurés ?

Méthodologie

Afin de mener à bien cette recherche, différentes phases de travail peuvent être distinguées.

Tout d'abord, a été réalisée en France, en guise de préliminaire, une exploration théorique des différents auteurs, disciplines et courants différents spécialistes du développement au Brésil, et plus particulièrement du Nordeste et des activités informelles.

La confrontation de la théorie et de la problématique soumise au terrain de recherche localisée à Campina Grande a débuté quelques mois plus tard par :

- Une première phase d'observation et de déambulation dans la ville de Campina Grande et de l'Etat de la Paraíba dans l'objectif de percevoir, de manière relativement subjective, l'importance de la présence des activités informelles, l'organisation de la ville.
- Des entretiens auprès du Secrétariat de Planification ainsi que la consultation des différents documents de planification de la Prefeitura : *Plano diretor* (1996), *Código de posturas* (1983), *Projeto Arte Deco* (1999). L'objectif est alors de confronter les actions urbaines réalisées et projetées et de prendre connaissance de la prise en compte de l'informalité dans les textes urbanistiques et la planification urbaine.
- La réalisation d'un stage de trois mois au sein de l'AMDE, Agence Municipale de Développement, organisme municipal autonome, chargé par la Prefeitura de soutenir et renforcer la population aux bas revenus du Municípe, à travers notamment un programme de financement, de formation et soutien organisationnel, a permis de se rendre compte de la politique de développement de la Prefeitura et de la prise en compte de l'informel dans son projet de développement économique et humain.

- A travers cette expérience professionnelle, l'étude particulière du Programme de Microcrédit de l'Agence permet de se confronter à la réalité quotidienne des acteurs de l'informel, de réaliser des visites auprès des demandeurs de crédits.
- Une observation du fonctionnement des trois sites de relocalisation des commerçants ambulants a été réalisée : Le Shopping Popular, les Arccas Catedral et Titão. En guise de comparaison, les différents marchés, que cela soit le marché central, des marchés libres de quartiers ou des marchés structurés par la Prefeitura ont été analysés.
- Afin de se rendre compte de l'ancien fonctionnement de la ville, avant le projet de relocalisation, le musée de la ville a permis de visualiser des photographies relatant l'histoire du développement urbain et d'appréhender les modifications réalisées par le projet urbain de la Prefeitura.
- Enfin, une phase d'entretiens auprès des acteurs principaux a finalisé la collecte des données : l'architecte et les techniciens responsables du projet de relocalisation des ambulants dans le cadre du projet de revitalisation du centre ville, les membres des services responsables de l'administration des sites (IPSEM, services urbains), le Syndicat des camelôs, les administrateurs des lieux ainsi que des camelôs.

La méthodologie adoptée permet de mettre en parallèle les points de vue théoriques et les actions locales concrètes en matière de gestion des activités informelles tant sur le plan économique que sur le plan spatial. Comment sur le terrain les pouvoirs locaux agissent-ils, quels sont leurs objectifs, quelles modifications cela entraînent-ils au niveau de l'organisation de la ville, de pratiques et des représentations des camelôs, en quoi peut-il y avoir restructuration des espaces publics et des activités des commerçants ambulants ?

Cette présente recherche est organisée en trois parties :

Le **Chapitre 1** constitue une présentation incontournable du contexte de la recherche tant théorique, économique, géographique que social. La position théorique sur l'intervention politique dans les activités et espaces informels est controversée. Nous verrons quelle position est retenue. Le Nordeste, région particulière dans laquelle s'insère le travail de terrain est présenté.

Le **Chapitre 2** insiste sur la prise en compte des activités informelles en matière de projet de développement économique local. On étudiera les acteurs locaux du développement de Campina Grande, à titre d'exemple mené dans le Nordeste brésilien d'actions menée en faveurs des acteurs économiques informels.

Enfin, le **Chapitre 3**, à travers une focalisation spécifique sur le projet de délocalisation/relocalisation des ambulants du centre ville de Campina Grande, étudie la prise en compte de l'informel dans les politiques urbaines locales et les projets de planification urbaine.

Un **bilan final** retiendra les conclusions tirées de cette recherche.

CHAPITRE 1

Présentation de l'étude

I. « L'ARCHIPEL DE L'INFORMEL »

Les activités économiques et sociales inscrites dans le cadre de l'informalité font l'objet d'une vaste discussion sémantique, révélatrice des difficultés à cerner cet objet. Il est cependant important de poser quelques notions afin de tenter de cadrer au mieux l'objet d'analyse de cette étude.

Christine BARON, dans une étude sur l'informalité en Afrique, propose trois méthodes pour définir l'informel : la méthode par exclusion, par compréhension ou par extension.

La méthode par exclusion tente de définir l'informel par tout ce qu'il n'est pas, renvoyant à la dichotomie entre un secteur formel et un secteur informel. Les activités informelles ne sont pas légales, ne sont pas enregistrées par les cadastres fiscaux nationaux, ne sont pas comptabilisées.

Ainsi pour J-P Lachaud le secteur formel est constitué par :

*« L'ensemble des activités urbaines après élimination des entreprises modernes, c'est à dire celles qui ont une comptabilité normalisée. »
(LACHAUD, 1985, p.43)*

Cette conception souligne les problèmes de reconnaissance rencontrés par les protagonistes. Mais, si les activités ne sont pas reconnues :

« c'est uniquement par rapport à la loi édictée par le gouvernement en place » (BARON, p.426)

Il serait impossible d'énoncer toutes les définitions s'inscrivant dans la méthode par exclusion. Cependant, l'analyse de quelques définitions permet de conclure que l'économie informelle ne participerait pas au processus de développement économique. Or, comme le souligne M. Penouil, l'économie informelle joue un rôle important dans le développement spontané.

Afin d'affiner l'entendement de cette réalité, C. BARON fait part de la **méthode par compréhension** qui caractérise l'économie informelle en prenant comme base les critères définis en 1972 par le Bureau International du Travail (BIT), élaborés à partir du rapport de Keith HART¹ sur l'économie du Kenya, repris à propos du Ghana. Le rapport du BIT définit le secteur informel comme constitué par **« l'ensemble des activités non enregistrées »** et parle pour la première fois de **secteur informel**. Renforçant la dichotomie entre deux mondes apparemment imperméables, sont répertoriées les caractéristiques suivantes :

¹ K. HART, "Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana", in Journal of Modern African Studies, n°2, 1973, p 61-89.

Caractéristiques	Secteur Informel	Secteur Formel
Accès à l'activité	Facile	difficile
Origine des ressources utilisées	Local	Non local
Caractère de la propriété	familiale	corporative
Echelle d'activité	Réduite	large
Type de technique	Privilège le recours à la main d'oeuvre	Technique « capital-intensive », technologie souvent importée
Qualification	Acquises hors du système officiel de formation	Formellement acquise, souvent « expatriate »
Caractéristique du marché	Concurrentiel, sans réglementation	Marché protégé (tarifs, quotas, licences commerciales...)

Source : BIT, 1972

En 1976, Sutherland² élabore des critères supplémentaires pour le BIT :

Nombre d'employés	moins de 10 personnes
Rapport à la loi	Non-application des règles légales et administratives
Type d'emploi	Emploi d'aides familiaux
Horaires	Absence d'horaires ou de jours fixes de travail
Objectif de la production	consommateur final
Formation	moins de six ans
Caractéristique de l'activité	Parfois caractère ambulant ou semi-permanent de l'activité

² S.V. SUTHERAMAN, "Le secteur non structuré : concept, mesure, action », Revue internationale du travail, n° 1, 1976

A travers la caractérisation des unités de production informelles, le BIT nourrit une vision dichotomique, dualiste. Existeraient deux mondes distincts. Or B. LAUTIER³ rappelle la frontière floue entre ces deux mondes fictifs : un monde formel, organisé, structuré, rationnel, participant au mouvement de développement ; et un monde informel, désordonné, désorganisé, irrationnel, en dehors de la croissance économique et du développement humain. Selon B. LAUTIER, ces réalités interagissent, entretiennent des rapports de complémentarité ou encore de concurrence (rapports commerciaux ou professionnels). Il ajoute l'impossibilité et la stérilité de sectoriser ces activités informelles si hétérogènes et complexes.

« On ne peut parler de secteur d'une part à cause de son extrême hétérogénéité ; d'autre part du fait que, si l'informalité se définit comme le non-respect des règles étatiques, elle est partout présente, à un degré ou à un autre, y compris dans les plus grandes firmes et au cœur de l'Etat » (LAUTIER, 1994, p.4)

Ce qui se présente dans la réalité c'est un **ensemble extrêmement hétérogène d'actifs et d'activités** qui met en échec l'idée de secteur. Mais le BIT, dans les années 70, a pour objectif de fournir les instruments analytiques aux actions étatiques et simplifie la réalité socio-économique.

C. BARON relève quelques limites des caractéristiques fournies par le BIT et SUTHERAMAN :

³ LAUTIER Bruno, L'économie informelle dans le tiers monde, Ed. La découverte, Paris, 1994, (coll. « Repères »), 125p..

⤴ Critère de taille aléatoire

Les activités informelles sont très hétérogènes : du travailleur autonome vendeur de fruits et légumes dans les rues, le coiffeur dans l'arrière salle de son habitat employant les enfants de la famille, au chef d'entreprise de bâtiment qui ne déclarent pas ses salariés et évite d'alourdir ses charges.

⤴ Critère de volume de capital

Plus que le volume de capital, ce qui importe est la nature et l'origine du capital. Est observée l'absence quasi généralisée de stocks et la rareté des fonds monétaires. Mais, surtout ce que développe Lautier, est la volonté de maximiser les profits sans pour autant entrer dans une logique d'accumulation de capital. Latouche ajoute qu'il y a remplacement du calcul d'optimisation par une délibération prudente des avantages et des inconvénients.

⤴ Rapport à l'Etat

L'informalité est surtout entendue comme ne rentrant pas dans les cadres imposés par l'Etat. Mais le rapport à l'Etat est plus ambigu car il peut tolérer ou même participer (à travers les achats gouvernementaux ou simplement les pratiques quotidiennes des fonctionnaires publics etc).

⤴ Comportement irrationnel

Les critères développés par le BIT peuvent faire entendre que les activités et les acteurs de l'informel sont dépourvus de toute rationalité, de toute logique. Or, de nombreuses monographies montrent en quoi les activités intégrées à l'économie informelle sont dotées d'une véritable organisation, participent d'un véritable acte social : un lieu de débrouillardise, de solidarité, d'échanges personnalisés, régulés par des règles non formalisées, non dites, non écrites.

Ce que nous retenons dans cette recherche est l'hétérogénéité des pratiques entendues par la notion d'informalité ; Tant complexes que les organismes internationaux et les gouvernements ont tendance à simplifier et négativer la réalité. Mais les activités informelles font bien partie du paysage économique. Le marché, où s'échangent biens et services de premières nécessités, qu'ils soient produits ou commercialisés, est alors entendu au sens premier du terme. Un marché non anémique : des échanges y sont personnalisés, régulés par un principe fort de solidarité familiale et communautaire, exerçant un contrôle social efficace. Différents objectifs de productivité peuvent être suivis. Comme le suggère GIRI, ces activités peuvent répondre à des besoins de l'ordre de la survie, peuvent représenter des activités d'appoint ou engendrer une réelle productivité.

Parmi l'hétérogénéité des logiques et des acteurs intégrés à ce que l'on appelle l'informalité, sont concernés par cette recherche les « commerçants ambulants », ou encore les camelôs, leurs pratiques au sein des espaces publics centraux.

Travailleurs autonomes « indépendants », ils n'ont pas d'employés fixes, ou sont aidés par des membres de la famille. Ils exercent une fonction de commerce de détails (alimentation, confection, produits importés...) et n'ont peu ou pas de stocks, ni de capital monétaire. Ils fournissent les biens et services de premières nécessités à une population aux faibles revenus. Leurs prix sont concurrentiels et s'ajustent, s'harmonisent en fonction du marché. Les relations entre les fournisseurs et les clients sont très proches (possibilité de payer à crédit etc). Le type de structure est légère (tissu, table, planche) et s'adapte à la mobilité du commerçant. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ils sont ambulants dans le sens où ils transportent leurs marchandises chaque jour de leur lieu de résidence à leur lieu de travail. Durant leur activité

commerciale, le plus souvent, ils ont choisi un point « stratégique » fixe de vente et y restent passivement, attendent le client. Ces établissements se glissent dans les interstices laissés par l'économie formelle (à proximité des établissements publics, dans les espaces publics vacants). La journée de travail s'organise en fonction du salariat formel, et les horaires se règlent aux mouvements de la ville. Ils arrivent très tôt pour repartir quand la ville s'endort.

LACHAUD distingue les activités visibles et non visibles (au sein de l'habitat familial etc.). Les commerçants et les détaillants informels font partie de ces acteurs visibles, localisables, soit par leur nature, soit par leur enseigne (personnalisation des enseignes, dessins et peintures personnalisées).

Les activités informelles forment un archipel, par essence difficilement définissable puisque échappant à la contractualisation avec l'Etat ou plus largement aux pouvoirs publics.

Sur le plan économique, la population prise en compte dans cette recherche est essentiellement urbaine et est composée d'acteurs, non réglementaires aux yeux des lois édictées par l'Etat, qui ont une petite occupation productive ou commerciale dans l'objectif non d'accumuler du capital mais leur permettant de générer un certain revenu, indispensable à la reproduction de la cellule familiale.

Sur le plan spatial, nous étudierons plus particulièrement les commerçants ambulants occupant les espaces centraux, destinés à se tourner en vitrine de la modernité.

D'une manière générale, on s'aperçoit que les définitions de cette vague notion varient en fonction de la prise en compte des pouvoirs nationaux et internationaux, et des grandes politiques économiques et spatiales dominantes.

II. L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS DANS L'INFORMALITE

Avant la conceptualisation dans les années 70 par le BIT, les activités informelles existent mais ne sont pas prises en compte par les économistes et les gouvernements, considérées comme une survivance des temps anciens et vouées à entrer dans le chemin de la croissance économique.

L'échec du développement fait naître une nouvelle branche de l'économie : l'Economie du Développement qui tente de :

« Corriger le cours de l'histoire de façon volontaire, celle de l'industrialisation, dont on attendait une modernisation sociale à travers l'essor d'une économie urbaine et salariée ». (ASSIDON, p.18)⁴

Alors, les développementalistes et les gouvernements nationaux, fortement influencés par les paradigmes développés par cette nouvelle science, commencent à considérer avec un autre regard cette partie du paysage économique et social.

1. L'économie du développement

Deux courants traditionnels traversent l'économie du développement : le courant néoclassique et le courant structuraliste.

⁴ E. ASSIDON, « Développement et Mondialisation - Le Sud, nouvelles réalités, nouvelles approches – Le renouvellement des théories de l'Economie du Développement », Cahiers Français, n°310, p. 18.

1.1. Les néoclassiques

Au regard des théories **néoclassiques**, l'émergence de l'informel fait resurgir les idéaux de l'économie libérale. Le secteur informel serait la réalisation idéale de la concurrence pure et parfaite empêchée de se déployer dans le secteur formel, compte tenu des entraves créées par l'Etat.

L'économiste péruvien, H. DE SOTO⁵, grand représentant de ce courant, parle de « capitalisme aux pieds nus », « capitalisme populaire » qui ouvre un autre sentier, par opposition au « sentier lumineux » de la gauche maoïste, le point de départ de la nouvelle richesse des nations. Contre le développement étatique, planifié et anti-économique, il s'agirait d'une réaction saine du corps social. Ainsi le secteur informel n'a pas à se résorber dans le formel, il est par essence déjà formel, légitime aux yeux de la raison économique.

1.2. Les structuralistes

Le courant **structuraliste**, présent particulièrement en Amérique latine, notamment à travers le CEPAL⁶ devenue l'école de la Dépendance, défend l'idée que le secteur informel existe au sein d'un contexte d'hétérogénéité structurelle, c'est-à-dire d'une coexistence de processus techniques et de relations sociales correspondant à différents stades de développement. L'Etat doit mettre en oeuvre des politiques adéquates afin de soutenir l'émergence d'un secteur moderne, porteur de progrès technique, d'industrialisation. Dans cette perspective, le secteur informel est voué à régresser sous l'effet de la croissance économique globale. Le secteur informel apparaît comme le « refuge » de l'excès de main d'oeuvre et un régulateur de crise propre aux sociétés en développement., à travers la production d'une économie de subsistance. La frange supérieure de l'économie informelle est

⁵ DE SOTO Hernando, L'autre sentier : la révolution informelle dans le tiers monde, Paris, E. La Découverte, 1994.

⁶ CEPAL : Commission Economique pour l'Amérique Latine

éventuellement modernisable grâce à des politiques de soutien. A ceci, correspond une forte intervention étatique, plus ou moins coercitive, visant à formaliser l'informel.

Ainsi, avec la politique dominante des années 80, on note une profusion des **programmes d'appui à l'informel**, visant à mettre à profit le potentiel des activités informelles pour générer emplois et revenus. Ces programmes ont l'objectif de formaliser, de manière plus ou moins coercitive, les activités informelles « modernisables ». Mais ils rencontrent un succès mitigé.

Tout d'abord, ils concernent une part résiduelle des acteurs de l'informel. Sont soutenues les entreprises, montrant une réelle rentabilité et productivité. Les travailleurs autonomes, qui montrent pourtant le plus de difficultés à maintenir leur commerce ou service, sont écartés de ce soutien.

De plus, la logique et les besoins sont plus ou moins bien cernés, analysés sous un angle essentiellement économique.

Enfin, ces programmes sont élaborés par les organismes nationaux ou régionaux (notamment la SUDENE⁷, pour la région Nordeste) sans coordination et deviennent le plus souvent un instrument de clientélisme, de favoritismes politiques.

A la fin des années 80, avec une approche plus politique que technique, les programmes d'appui s'attachent à « gérer la misère » : l'informel est vu comme un instrument de combat contre la pauvreté. L'Etat va cesser d'être l'unique agent de la croissance et du développement et délègue les interventions à la société civile, ce que THEODORO appelle les « politiques de subsidiarité ». Mais l'approche est toujours essentiellement économique.

⁷ SUDENE : Superintendência do Desenvolvimento do Nordeste

Ces courants sont basés sur une conception du développement qui s'identifie à un processus particulier de modernisation. Pour les uns, la modernisation est centrée sur le développement d'un marché capitaliste ; pour les autres, la modernisation passe par une intégration du progrès technique, grâce à l'implantation de politiques économiques adéquates. Dans les deux cas, la modernisation de l'économie est conçue comme unique et universelle, comme l'émergence du « secteur moderne » et de la « rationalité économique ».

2. Le Renouveau du paradigme de l'économie du développement : un développement alternatif ou une alternative au développement ?

Jusque dans les années 80, quelque soit les concepts dominants, la toute puissance est accordée au marché, comme le remarque P. HUGON⁸ :

« Le marché acquiert un statut d'universalité (...). L'ordre spontané l'emporte sur l'ordre décrété et (...) la rationalité substantielle devient l'axiomatique (...). Le marché est censé jouer un rôle auto-régulateur et stabilisateur ».

Les paradigmes de l'économie du développement commencent à être remis en question dans les années 90. Ce renouvellement modifie la conception et l'intervention auprès de l'économie informelle. On parle d'éthique du développement, de développement humain. Les acteurs sont considérés comme des personnes morales, dont la rationalité régissant les actions dépasse le champ de l'économie. Progressivement est prôné un développement global, intégré, prenant en compte tant le bien-être social, économique, qu'environnemental. Le social est réintégré à l'économique.

⁸ Hugon, Philippe, Économie du développement, Paris, Ed. Dalloz, 1989.

Avec les revendications émergentes du développement durable, la prise en compte de l'informel change. Les organismes internationaux se donnent le devoir de combattre la pauvreté. La Banque Mondiale, elle-même, organisme international financier, se donne le devoir moral de soutenir les plus pauvres de la planète.

LARRAECHEA⁹ fait partie de ces universitaires qui tentent de concevoir l'informel dans sa globalité, de dépasser la vision parcellaire orientée uniquement vers l'économie. Dans son étude sur un quartier de Lima, il substitue même le terme d'économie informelle par celui d'**économie populaire**, et insiste sur l'encastrement économique, culturel, historique, politique et social des acteurs de l'informel. Il suppose alors l'économie populaire comme la base d'un modèle de développement solidaire et social, un développement alternatif.

S. LATOUCHE¹⁰ affirme également que cet « archipel de l'informel » dépasse largement le champ de l'économique :

« L'économie informelle n'est pas dissociable du contexte social, c'est à dire (...) d'une identité culturelle résiduelle ou réinventée, de croyances métaphysiques ou religieuses, de pratiques quotidiennes très spécifiques sur le plan alimentaire, sur le plan vestimentaire ou sur tous les autres plans. L'informel couvre l'ensemble des pratiques de la quotidienneté ». (LATOUCHE, 1991, p. 123)

« L'informel est avant tout une forme de vie sociale, une authentique culture de la pauvreté. (...) La raison même de son existence et de son succès tient à la réinsertion de l'économie dans le tissu social. » (LATOUCHE, 1991, p.112)

⁹ LARRAECHEA Ignacio et NYSENS Marthe, « L'économie solidaire, un autre regard sur l'économie populaire au Chili », in L'économie solidaire, une perspective internationale, sous la dir. de LAVILLE Jean-Louis, Ed. Desclée de Brouwer, Paris, 1994, (coll « Sociologie Economique »), pp.176-222.

¹⁰ LATOUCHE Serge, La Planète des naufragés, Essai sur l'après-développement, Paris, Ed. La découverte (coll. « essais »), 1991, 235p..

Il critique la vision ethnocentriste des analyses précédentes qui n'envisagent l'informel que dans l'objectif d'intégrer le modèle capitaliste et salarial hégémonique.

« L'informel obéit certainement à une autre « rationalité » que la rationalité économique occidentale – celle du productivisme, celle de la production pour la production » (LATOUCHE, 1991, p.122)

Aujourd'hui, nombre d'économistes reconnaissent la réussite relative de certaines entreprises informelles. Cependant naît un paradoxe difficile à résoudre :

« L'économie informelle ne peut être rejetée ni condamnée, mais elle ne peut pas non plus être reconnue comme une authentique alternative fondée sur une autre rationalité »

« Si l'on appréhende l'informel dans sa globalité, on a affaire à une forme différente qui obéit à une rationalité sociale irréductible à une pure logique économique et donc à l'Occident. L'informel obéit à une logique de « maximisation » des avantages sociaux en terme de pouvoir, de prestige ou d'influence au sein du groupe de référence ou dans le jeu des groupes entre eux ». (LATOUCHE)

Ainsi, dans une approche plus globale, le terme d'économie populaire, utilisé par LARRAECHEA ou encore BUGNICOURT, séduit en mettant en valeur l'aspect positif du phénomène, la spécificité du fait social total. Mais l'intervention publique est demeure toujours problématique.

LATOUCHE met en échec les idéaux d'une voie alternative de développement, un « développement spontané », un « modèle alternatif de développement », basé sur des liens sociaux forts, des organisations coopératives, des rapports économiques humanisés qui reviendraient à normaliser l'informel. Sur le plan économique, l'informel vit en symbiose avec l'économie moderne. LATOUCHE valorise au contraire la coexistence de différents modes de développement plutôt que l'apologie d'UN développement.

De plus, dans un objectif de développement humain et durable, les politiques d'appui qui portent sur les aspects, tant sociaux, économiques que financiers sont louables mais peuvent entraîner un certain paternalisme et développer une mentalité d'assisté, un paternalisme qui entraînerait le transfert des désirs entre les assistés et les donateurs (suréquipement, élévation de l'intensité capitalistique au détriment de la création d'emplois). Sur le plan urbain, le paternalisme a également des effets négatifs :

« Au lieu de laisser le processus dynamique jouer pour créer un espace urbain original approprié par les acteurs, l'obsession mimétique des pouvoirs publics et des experts étrangers pousse à normaliser l'artisanat informel dans un espace à part : zones industrielles, artisanales. Cet aménagement recèle des dangers mortels pour la vitalité de ce secteur qui n'est pas qu'économique. Le lien entre la vie et la profession est fondamental » (LATOUCHE, 1991, p.142)

L'espoir d'un développement alternatif à partir de l'informel, est, selon LATOUCHE, unidimensionnel et oublie le pluralisme culturel :

« Formaliser l'informel revient à l'asphyxier » (p.144)

Il s'agirait plus qu'un autre développement d'un **après-développement** puisque les dynamiques informelles se manifestent après le passage de la modernité. De manière radicale, plus qu'un développement alternatif, LATOUCHE prône la recherche d'une **alternative au développement**.

Latouche est particulièrement critique face au mouvement actuel prônant un développement alternatif basé sur le modèle de l'économie populaire. Cependant, on peut se demander quelles sont, actuellement, les possibilités d'intervention des pouvoirs publics en matière de soutien au développement humain, sans désorganiser les acteurs et prendre en compte les différents modes de développement ?

3. L'intervention des pouvoirs publics et l'espace occupé par l'informel

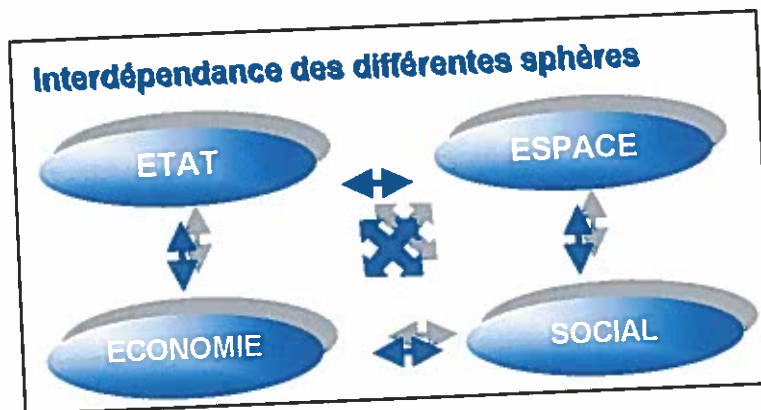
Après avoir perçu la difficulté actuelle des pouvoirs publics face à cette caractéristique structurelle en matière économique, nous analysons quelle est la situation au niveau spatial.

La plupart des analyses et des politiques d'intervention ne prennent pas en compte les liens entretenus entre les activités informelles et l'espace. Jusqu'à dans les années 70, à l'image de la croissance des activités informelles sans régulation étatique, les quartiers périphériques des villes des pays « en développement » se multiplient sans que les pouvoirs publics et les analystes n'y prêtent attention, phénomène considéré comme transitoire et voué à se résorber avec la croissance.

C. BARON rappelle, que, plus tard, la plupart des analyses et des programmes d'appui, oublie l'**aspect spatial** de l'économie informelle, ou populaire. Les activités informelles sont vues seulement sur le plan économique. La ville est oubliée. Les mutations qui affectent les espaces urbains sont reléguées au second plan dans des théories qui sont a-spatiales :

« Dans les approches libérales, l'espace urbain est considéré comme dual : d'un côté, la « vraie ville » symbolise l'accès à la modernité, alors que de l'autre, des quartiers marginalisés, souvent périphériques, où se constituent des bidonvilles, sont censés renfermer les vestiges d'une société archaïque, souvent assimilés au monde rural. »
(BARON, p. 458)

Dans son étude, BARON met en valeur les liens entre la formation et l'organisation des bidonvilles et les activités économiques et sociales informelles. Elle tente de concilier l'économie, le social et le spatial. L'espace est indissociable des pratiques sociales et économiques. Il ne peut être considéré en soi, il est produit par ces pratiques. De même, les politiques urbaines modifient les pratiques économiques et sociales.



L'urbanisation massive et anarchique caractérise l'histoire des villes des pays en développement, qui, d'une manière générale, ont connu une croissance démesurée, sans aucune politique urbaine régulatrice. Les politiques urbaines dans les « pays en développement » sont récentes. La logique de la planification, sur le modèle du macrozonage, s'implante progressivement dans ces villes, dans l'objectif d'atteindre les normes de la modernité, mais sans prendre en compte les particularités des pratiques économiques et sociales locales. Aujourd'hui, à l'image des idéaux d'un développement économique durable intégrant le social et l'environnement, un développement intégré de la ville est souhaité et préconisé. La planification urbaine tend à améliorer la qualité et le cadre de vie des habitants et optimiser le développement équilibré de la ville. Les plans directeurs ont l'objectif d'organiser au mieux la composition urbaine et l'organisation fonctionnelle des villes.

Dans ce cadre, comment les activités informelles, qu'elles soient localisées dans les quartiers périphériques ou les centres urbains, sont-elles prises en compte dans la planification urbaine locale ? Quels sont les objectifs des pouvoirs publics, les tolèrent-ils, les structurent-ils, les formalisent-ils, les suppriment-ils ? Comment articulent-ils aujourd'hui la croissance économique, le développement social et humain, l'amélioration du cadre de vie ? Comment réussissent-ils à satisfaire l'intérêt général ? Plus spécifiquement, quelle est la situation dans le Nordeste Brésilien dont la présence d'acteurs, d'activités et d'espaces « informels » est une donnée structurelle ?

III. CONTEXTUALISATION

1. Présentation générale du Nordeste brésilien

1.1. Brésil : « terre de contrastes »

Tout en étant la 11^{ème} économie du monde, la structure économique et sociale brésilienne demeure remarquablement inégale : les 10% les plus pauvres du pays ne profitent que de 1% des richesses nationales. Situation héritée d'un lourd passé colonial, les gouvernements successifs n'ont fait que reproduire les inégalités tant sociales que régionales de ce « géant aux pieds d'argile ».

Le « *milagre brasileiro* » des vingt années de dictature (1964-1985) n'a dissimulé que peu de temps les vices d'une croissance économique sans développement humain ni distribution des richesses. Durant cette période, les villes brésiliennes ont vu arriver en masse et de manière anarchique les populations rurales, espérant trouver emplois et revenus. Mais la crise économique des années 80 a mis fin à tous les espoirs. Les activités et les espaces informels se sont développés et ont fourni les revenus que le système réglementaire n'offre pas.

Enrayer le processus de reproduction des inégalités est un défi pour le gouvernement actuel. A travers son programme « Fome Zero », le Parti des Travailleurs de Lula s'engage, plus qu'à combattre la faim, à favoriser la génération de revenus et soutenir les communautés aux faibles revenus.

1.2. Organisation territoriale brésilienne

Le Brésil est une république fédérale depuis 1891. Le processus de décentralisation, entamé par la Constitution de 1891 a été renforcé par la Constitution de 1988 qui a conféré de nouvelles compétences et des moyens accrus aux Etats fédérés et surtout aux municipes (communes).



Mais il existe d'autres structures au service du développement local qui ne peuvent cependant ne pas être considérées comme des entités locales :

- **9 régions métropolitaines** : créées en 1960, elles ont pour but de planifier le développement urbain. Elles ne disposent pas d'autonomie financière et dépendent des gouvernements fédéraux. (Belém, Fortaleza, Recife, Salvador, Belo Horizonte, São Paulo, Curitiba, Porto Alegre, Rio de Janeiro)
- **Des associations de communes** : elles ont pour objectif d'améliorer les prestations de services. Elles prennent le statut de sociétés civiles de droit privé sans but lucratif.

De plus, le Brésil est divisé géographiquement en 5 régions.

La région **Norte** recouvre la majeure partie du pays occupé par la Forêt Amazonienne mais ne compte que 7,6% de la population totale.

Avec 12 millions seulement d'habitants, le **Centroeste** contient le district Fédéral, Brasília, qui fait partie des rares villes brésiliennes à avoir bénéficié d'une planification rigoureuse lors de sa constitution dans les années 60.

Le **Sudeste** et le **Sul** regroupent la majeure partie des habitants du Brésil, marquées par d'importantes imigrations extérieures notamment européennes et intérieures (nordestines). Aujourd'hui avec près de 100 millions d'habitants et près de 70 % du PIB national, les problématiques de développement et de planification urbaine sont bien différentes de celle connues par le reste du pays, notamment le Nordeste.

Le **Nordeste** regroupe 45 millions d'habitants sur 20% du territoire brésilien, population regroupée essentiellement sur la façade littorale.





Photo 1 : Paysage du Sertão

L'intérieur du Nordeste est marqué par une anomalie climatique à l'origine des sécheresses répétées dans le Sertão.

La région, dont l'économie repose sur la canne à sucre, le cacao, le riz, le tabac, la noix de coco, le coton, le sisal et l'extraction de pétrole et de minéraux rares réalise seulement 13% du PIB brésilien.

1.3. Nordeste : « enfant pauvre du Brésil »

La région Nordeste est la première concernée par les inégalités dont souffre le pays. Terre d'accueil des colons, elle porte encore aujourd'hui les traces d'une forte structure de domination. Les conditions climatiques et géographiques réduisent les possibilités de développement économique, social et humain.

S'y distingue la fragilité des indicateurs sociaux. De manière caractéristique, on peut citer l'exemple de l'espérance de vie, le plus faible du Brésil : à sa naissance, un nordestin peut espérer vivre jusqu'à 51 ans (60 ans en moyenne dans le pays) ; de même, le taux de mortalité y est le plus élevé : 124,5 enfants pour 1000 naissances meurent avant d'atteindre le premier anniversaire dans le Nordeste (la moyenne brésilienne étant de 87,9 / 1000).

Le Nordeste comprend les taux d'activités informelles les plus importants. La population, faute d'emplois suffisants pour satisfaire la main d'oeuvre urbaine croissante, tente de trouver revenus dans des activités de « survie ». De même, l'intérieur du Nordeste est marqué par une forte proportion de petits producteurs familiaux développant une agriculture de subsistance et tentant de faire face au manque d'eau et à la pauvreté de la terre.

La SUDENE¹¹, agence gouvernementale pour le développement du Nordeste, a tenté de stimuler l'économie de cette région. Elle s'est heurtée aux manques de sources d'énergies, d'infrastructures et de main d'oeuvre qualifiée et n'a pu empêcher les migrations de la population nordestine vers le Sud. Aujourd'hui, la réouverture de la SUDENE est proche. L'équipe renouvelée, elle va coordonner les programmes de développement de ce territoire, dont les parties connaissent des problématiques similaires.

1.4. Campina Grande aux portes du Sertão



Campina Grande est le pôle urbain le plus important de l'intérieur du Nordeste avec 355 000 habitants et reflète particulièrement la situation précédemment décrite. Elle est le second centre urbain de l'Etat de la Paraíba, dont la capitale est João Pessoa (900 000 habitants).

¹¹ SUDENE : Superintendencia do Desenvolvimento do Nordeste

Elle a constitué un point de rupture incontournable entre l'intérieur du Nordeste et la façade Atlantique. Cette position stratégique lui a valu de profiter d'années glorieuses en tant que grande place commerciale. Son histoire économique est marquée par la production de coton. Après la Seconde Guerre Mondiale et l'affaiblissement des Etats-Unis, elle était l'une des plus importante place productrice et exportatrice de coton.

L'urbanisation massive et anarchique dans les quartiers périphériques caractéristique du développement urbain de Campina Grande est accompagnée d'une hétérogénéité des formes d'occupation productive dans l'ensemble de la ville.



Photo 2 : Vue de Campina Grande

Les politiques nationaux et locaux doivent faire face à une caractéristique structurelle de leur réalité socioéconomique : l'informalité, forme majoritaire d'occupation économique et spatiale.

2. Informalité et politiques de développement au Brésil

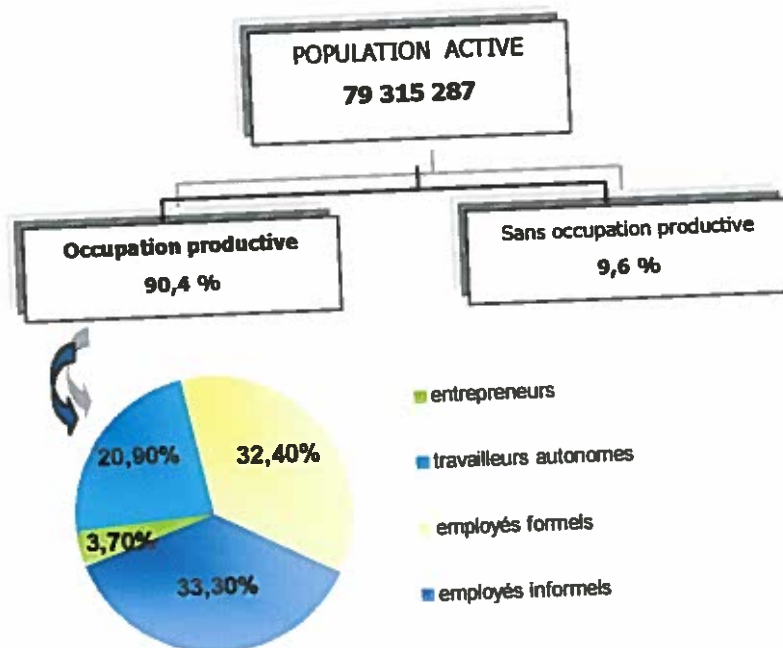
2.1. Structure de l'emploi au Brésil

La structure de l'emploi brésilienne est fortement marquée par la prédominance des activités informelles, que cela soit des travailleurs autonomes ou des employés.

Au Brésil, sont considérés comme informels **les travailleurs autonomes non enregistrés au cadastre fiscal national et les employés sans carte de travail**. Ces inscriptions fiscales ouvrent le droit à la protection sociale et au régime de retraite.

C'est une tendance structurelle auxquels les pouvoirs publics ne réussissent à échapper. Les activités informelles ne cessent de croître et de se diversifier, le marché formel de l'emploi n'offrant pas d'opportunités suffisantes.

Composition de la population active brésilienne



Source : IBGE, SEBRAE, 2000

Ainsi, près de 50% de la population active brésilienne (travailleurs autonomes et employés informels) est intégrée au marché informel de l'emploi. Le Nordeste est particulièrement concerné par cette réalité.

D'après une étude réalisée par Geraldo Francisco da Silva Junior¹², basée sur les données de l'IBGE, on constate que seulement 15 % de la population nordestine en âge de travailler a un emploi informel, soit le chiffre le plus bas du Brésil.

2.2. Politique de développement

Nous avons vu d'une manière générale comment les universitaires et les gouvernements conçoivent pour les uns et prennent en compte pour les autres, les acteurs et activités de l'informel. Le Brésil est de ces pays dont la structure de l'emploi est particulièrement duale, et où le salariat n'a jamais été prédominant. Certains comme THEODORO, rappelle le rôle essentiel de l'Etat dans le maintien des inégalités à travers les politiques de développement préconisées :

« L'Etat a toujours assumé une position de co-responsabilité, en ce qui concerne le maintien des inégalités et leurs conséquences : pauvreté, chômage, informalité » (THEODORO, p. 206).

Les politiques publiques brésiennes ont fortement été marquées par les années de dictature. Après les politiques d'ajustement structurel, le gouvernement brésilien actuel tente d'agir en faveur des plus pauvres, malgré la faible marge de manoeuvre dont il dispose et la dépendance économique internationale qui freine ses investissements destinés aux politiques nationales. Afin d'optimiser les résultats, il tente de soulever un mouvement de subsidiarité de la part des gouvernements locaux et de la

¹² Geraldo Francisco da Silva Junior, A Dinâmica do Mercado de Trabalho formal em Campina Grande - PB nos anos 90, Universidade federal de Campina Grande, Mestrado em Economia rural e regional, Março 2003.

société civile, valorise les actions de gouvernance locale, participative et incite les initiatives privées, notamment des banques ou des organisations.

Aujourd'hui, le gouvernement brésilien compte sur ces 50% d'informels dans le projet de développement économique, social et humain du pays et de combat contre la pauvreté, la faim et les inégalités sociales.

Il encourage ainsi le soutien financier, organisationnel et pédagogique des « microentrepreneurs » de l'informel. Les banques nationales libèrent des fonds pour développer les programmes de microfinance. Les organismes nationaux s'organisent pour multiplier les programmes de formation.

Mais c'est surtout, par l'intermédiaire des organismes internationaux, les organismes non gouvernementaux, ou encore les initiatives isolées au niveau local que les efforts se font le plus sentir.

3. Informalité et planification urbaine au Brésil

Sur le plan urbain, le gouvernement et les pouvoirs locaux brésiliens ne peuvent ne pas considérer les conséquences de l'urbanisation vertigineuse et anarchique du pays vécue essentiellement des années 50 aux années 80, liée à l'expansion des activités économiques et sociales informelles urbaines.

En 2000, on considère 81,2% de la population brésilienne urbaine. La ville brésilienne est un agent de reproduction des inégalités de revenus et des inégalités sociales. Elle est divisée entre une portion légale, riche, avec des infrastructures et une portion illégale, pauvre et précaire. La population en situation défavorable a peu accès aux opportunités de travail, services et loisirs que peut offrir la ville. Elle n'a la possibilité le plus souvent que d'occuper les terres périphériques souffrant d'une carence en infrastructures et services publics de premières nécessités. Mais les pratiques informelles se diffusent dans l'ensemble du tissu urbain. La croissance et l'expansion des villes brésiliennes peuvent être identifiées comme un manque de planification.

Au Brésil, la planification n'apparaît que dans les années 70 sous la responsabilité du pouvoir municipal. Sur les modèles de planification européenne ou américaine, le macrozonage de la ville en zones spécifiques est préconisé. Mais c'est sans prendre en compte la réalité des inégalités de conditions de revenus et les spécificités des pratiques socio-économiques d'une partie de la population. Les concepts voient la « ville malade, à soigner ». Les villes sont caractérisées par le contraste entre un espace inséré minutieusement dans le cadre de la législation urbanistique et un autre, trois fois plus important, éternellement situé dans une zone intermédiaire entre le légal et l'illégal.

O **Estatuto da Cidade**, projet de loi approuvé en Juillet 2001, rend le *plano diretor* obligatoire pour les villes de plus de 20 000 habitants, intègre un Chapitre "Politique urbaine" dans la Constitution Fédérale de 1988 et donne ainsi les grandes directives pour une politique urbaine du pays à un niveau fédéral, étatique et municipal.

Le *Plano Diretor* municipal fournit les directives générales de la politique urbaine, définit l'usage du sol (qui correspond à notre Plan Local d'Urbanisme) sur le principe du Macrozonage, les conditions d'opérationnalisation et développe des politiques urbaines sectorielles.

L'application du macrozonage et du *Plano Diretor* est aujourd'hui remise en question. La vision excessivement techniciste et éloignée de la réalité est, pour certains, la raison principale de la non-application. D'autres relèvent le manque de volonté et le laisser-aller des pouvoirs politiques, ou encore le manque de ressources financières pour faire de la forme et l'organisation de la ville une priorité.

Le nouveau paradigme, développé dans le « *Estatuto da Cidade* » présuppose que la « ville est produite par une multiplicité d'agents qui doivent avoir une action coordonnée, non en fonction d'un modèle produit dans les bureaux mais à partir d'un pacte social qui correspond à l'intérêt public de la ville. »

« *O Estatuto da Cidade* » a pour finalité de promouvoir une planification urbaine de forme durable, avec pour objectif principal la qualité de vie des habitants, ainsi que la recherche d'une protection de l'environnement et du patrimoine. Il tente de répondre au défi de reconstruction de l'ordre urbanistique, redistributif et incluant des villes brésiliennes. Ce texte est relativement ambitieux et novateur. Dans les faits, ils demeurent encore rarement appliqués.

Les acteurs et les activités informelles forment un archipel difficilement définissable. Des organismes nationaux et internationaux ont tenté de le définir afin de donner des outils aux Etats pour intervenir sur cette réalité, le plus souvent perçue, tant sur le plan économique que spatial comme « une maladie » à guérir, à faire disparaître, un frein à la modernité.

Cette donnée structurelle économique et spatiale n'a pas disparu au gré des années et des politiques mises en place dans les pays en développement, au Brésil et plus particulièrement au Nordeste.

Aujourd'hui, alors que les objectifs d'un développement humain global et intégré se sont répandus et les possibilités d'un développement pluriel accepté, les interventions auraient l'objectif d'améliorer le quotidien, et l'idéal d'une prise en compte respectueuse domine. Cependant, concrètement, comment intervenir et quelles conséquences cela engendre-t-il ?

Sur le plan économique, à Campina Grande, le Préfet a mis en place, en 1999, une structure publique autonome spécifique destinée à soutenir cette population.

Quelles sont les actuelles actions du gouvernement brésilien ? A travers l'exemple de Campina Grande, comment les pouvoirs locaux interviennent-ils auprès de cette population ?

CHAPITRE 2

Economie informelle et Projets de développement

I. POLITIQUES DU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN

1. Les politiques d'appui à l'économie informelle au Brésil

Jusque dans les années 70, les politiques d'emploi sont fragiles au Brésil. Les gouvernements successifs ont confiance au pouvoir intégrateur de la croissance économique. Il existe cependant un intérêt pour les activités informelles, mais sans action concrète de soutien. La prise de conscience internationale va influencer la considération brésilienne sans pour autant avoir des conséquences importantes. Les actions sont plus conjoncturelles, ponctuelles, et le gouvernement pratique un laisser-faire stérile.

Avec la fin de la dictature, des politiques de formalisation se font sentir. Mais les concepts du développement sont fortement influencés de la vision occidentale, ethnocentriste. On valorise le salariat, le capitalisme et même si les économies informelles sont prises en compte, elles sont destinées à se transformer en activités capitalistiques ou à disparaître afin de rendre la modernité au Brésil.

Dans les années 90, avec l'intervention des Organisation Non Gouvernementales, des actions visent à améliorer les capacités de financement et de formation des nombreux petits producteurs, commerçants et prestataires de services brésiliens.

Le défi est alors de développer les connaissances de la réalité, la connaissance des caractéristiques de l'économie informelle pour mieux la considérer, pour mieux respecter les qualités socioéconomiques et ainsi intervenir de manière plus adéquate, maximiser le profit de leurs potentialités tant sociales qu'économiques.

2. Les différents programmes nationaux mis en place

2.1. "Brasil empreendedor" de Cardoso en 1999

Les micro, petites et moyennes entreprises constituent près de 95 % du tissu industriel brésilien. Elles fournissent près de 50% de la production nationale, et trois quart des emplois. Sous l'influence du Président Cardoso, le gouvernement brésilien a désiré bénéficier de la forte dynamique impulsée par ces petits entrepreneurs dans le développement économique du pays.

En 1996, le Programme « SIMPLES » a pour objectif de soutenir les petits négocees en simplifiant les procédures administratives et réduisant les impôts.

Le 5 octobre 1999, le Congrès National institue un nouveau statut « *Estatuto da MicroEmpresa e da Empresa de Pequena Porte* » et modifie les articles 170 et 179 de la Constitution Fédérale. Le dispositif met en place un **traitement juridique différencié, simplifié** dans les domaines de l'administration, des impôts, retraites, droit du travail, accès au crédit. L'objectif est de faciliter la constitution et le fonctionnement de ces entreprises et de renforcer leur participation au développement économique et social du pays.

Fin 1999, se réunissent, sous l'égide du SIMPI¹³, les différents représentants et dirigeants techniques (notamment le SEBRAE¹⁴) des petites entreprises du Brésil. Lors de ce *Premier Séminaire National des micro et petites entreprises à São Paulo*, sont discutés les sujets suivants : les exportations (intégration au Mercosul), l'emploi généré, la qualification des entrepreneurs, l'imposition, le rôle des entités représentatives, le crédit, le partenariat avec les grandes entreprises.

¹³ SIMPI : Syndicat des Micro et Petites Industries

¹⁴ SEBRAE : Serviço Brasileiro de Apoio as micros e pequenas Empresas

Sous le même intitulé de « micro et petites entreprises », de multiples logiques et pratiques sont regroupées. Or, ce monde entrepreneurial est loin d'être homogène. Une grande partie des « micro entrepreneurs » n'a pas la volonté de croissance économique et d'accumulation. Une grande partie des microentrepreneurs dont on fait référence ici sont ces travailleurs autonomes de l'économie informelle ou plutôt de l'économie populaire qui tentent de trouver des niches économiques là où le marché et l'Etat ne répondent pas. Ces travailleurs autonomes ont peu de qualification, peu de revenus et connaissent surtout des difficultés importantes pour stabiliser et développer leur « entreprise »

2.2. "Fome Zero" de Lula, en 2002

Le Programme "FOME ZERO" lancé en 2002 par Lula constitue un projet qui se veut ambitieux, surtout d'un point de vue médiatique, de lutte contre la faim et la pauvreté. Plus que le problème d'autosuffisance alimentaire, le Brésil souffre de manque de ressources financières pour assurer l'approvisionnement alimentaire de chacun.

Art. 19. "Hoje, há um amplo consenso de que o mais terrível dos efeitos da miséria, a fome, não é causado pela falta de produção de alimentos, mas pela falta de renda das famílias"

Ainsi le Programme de Lula, outre des politiques spécifiques d'urgence liées à l'alimentation (bons, restaurant populaire etc) a pour objectif de mener des politiques structurelles liées à l'intégration sociale et la génération d'emplois et de revenus.

« O Programa Fome Zero reúne políticas estruturais que combatem as causas da pobreza, políticas específicas que buscam interromper o binômio "fome-pobreza" e políticas locais, urbanas e rurais que apoiam e divulgam iniciativas de prefeituras e da sociedade."

Ces politiques structurelles comprennent l'augmentation du salaire minimum, l'accès facilité aux crédits populaires, la multiplication des programmes de qualification, et l'universalisation de la retraite.

Art. 21. « O Projeto Fome Zero inclui, além de medidas estruturais, uma política de apoio efetivo à agricultura familiar; o direito à Previdência Social para todos os trabalhadores familiares, da economia rural ou da economia informal urbana, garantindo a universalidade prevista na Constituição.»

Ce programme a également comme finalité la sensibilisation des pouvoirs locaux et de la société civile dans la participation à cette dynamique de développement, et propose entre autre, de moderniser les équipements municipaux d'approvisionnement d'alimentation.

Ainsi le programme FOME ZERO vise à mettre en place des politiques publiques adéquates au problème dont souffre le Brésil et de stimuler le développement économique et social en intégrant une population exclues du cercle vicieux de la croissance. Certains critiquent le caractère amplement publicitaire de cette campagne qui réduirait totalement le problème de la faim et l'aspect essentiellement conjoncturel de la politique de Lula.

2.3. Autres actions nationales

Mise à part ce programme phare du gouvernement, le Brésil est actuellement traversé par une volonté générale de soutien aux microentrepreneurs du pays, tant formels qu'informels considérés comme une source de développement et un potentiel d'intégration sociale et professionnelle, source d'emplois et de revenus.

♦ Soutien au Microcrédit par les Banques nationales et internationales

D'une manière générale, les programmes destinés à soutenir les microentrepreneurs se multiplient. L'instrument principal développé est financier, tels que les **microcrédits**, ou crédits solidaires. Ce sont des emprunts de petites sommes, de court ou moyen terme, destinés à des personnes sans revenu fixe, sans autre garantie que la confiance et son cautionneur¹⁵.

L'aide financière permet d'enrayer le cercle vicieux des entrepreneurs, exclus des systèmes bancaires classiques faute de garantie suffisante et n'ayant ainsi pas les possibilités d'augmenter le volume de marchandises ou d'investir dans des petits équipements qui permettraient de maintenir ou développer leur affaire. Pour une efficacité de l'intervention, le soutien financier s'accompagne, ou doit s'accompagner, d'un soutien technique et/ou organisationnel.

En lien avec les objectifs gouvernementaux, les Banques nationales brésiliennes participent à ce mouvement. En Juillet dernier, la **Caixa Econômica** brésilienne annonce la libération de R\$ 100 millions¹⁶ pour les lignes de microcrédits. La **Banque Nationale de Développement Economique et social (BNDES)** met à disposition 1 milliards de Reais. Selon le Président de la BNDES, l'expansion du Microcrédit constitue :

« Une stratégie de développement du gouvernement afin de promouvoir un Pacte Social qui conduit à l'interruption de l'escalade du chômage dans le pays » (Jornal da Paraíba, 11 juillet 2003).

Le FS (Fundo Sebrae de Investimento em Organizações de Microcrédito) qui vise à renforcer des institutions de crédit (le plus souvent non

¹⁵ YUNUS Mohamed, O banqueiro dos Pobres, São Paulo, Ed. Atica (Coll. "Temas"), 2000, 343p.. (Título Original, Vers um mundo sans pauvreté, 1997),

¹⁶ R\$ 100 millions, soit environ 280 millions d'Euros.

gouvernementaux) est soutenu par la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement. Il est reconnu que ces programmes de microcrédit, de plus en plus nombreux, répondent à une nécessité mais ne doivent pas conduire à la poursuite d'un certain paternalisme :

"Não é assistencialista, é de gerar emprego e renda no sentido de inclusão social." (Mella VIANNA, Presidente da Associação Brasileira das Instituições Financeiras de Desenvolvimento)

♦ Programme de la Fundação G. VARGAS

De même, des programmes nationaux vont dans le sens d'une gouvernance locale accrue, d'un gouvernement local participatif et récompense les initiatives locales qui luttent contre la pauvreté de manière originale et qui renforce les liens entre les gouvernements locaux, la société civile et la population. Ainsi, la Fundação Getulio Vargas, soutenue par la BNDES, a lancé le « *Programme Gestão Urbana e Cidadania* ». Il recense, divulgue et récompense chaque année les expériences d'action locale intéressantes qui vont dans le sens d'une lutte contre l'exclusion, la génération de revenus et d'emplois.

Aujourd'hui les scientifiques et les gouvernements ne parlent plus directement de formaliser l'informel, comme cela put être le cas dans les années 80 mais s'attachent à mettre en avant les potentiels de « ces microentrepreneurs ». Le gouvernement, les Banques nationales souhaitent aujourd'hui mettre en avant ce potentiel de développement et surtout de lutte contre l'exclusion. Même si des efforts sont menés au niveau national, l'action principale reste locale. Le gouvernement et les acteurs nationaux stimulent aujourd'hui le développement local. Si les municipes manquent de ressources financières pour agir en faveur de l'exclusion, la connaissance de la réalité de ce géant, est bien leur.

II. LE ROLE DES POUVOIRS LOCAUX : LE CAS DE CAMPINA GRANDE

A travers l'exemple de Campina Grande, ville moyenne de l'intérieur nordestin, souffrant particulièrement des inégalités sociales et des problèmes de génération de revenus et d'emplois, nous allons analyser quelles actions peuvent être menées aujourd'hui au Brésil, au niveau local en matière de lutte contre l'exclusion et d'intervention auprès de l'économie informel sous l'angle économique.

1. Caractéristiques socioéconomiques campinenses

1.1. Principaux secteurs économiques

Les secteurs économiques traditionnels de la municipalité de Campina Grande sont la culture et le travail du coton, le travail du cuir et le secteur de la chaussure. La Prefeitura construit actuellement le "Pôle textile et de cordonnerie" qui pourra accueillir plus de 36 entreprises.

Les entreprises de commerce, réparation automobile-véhicule, objets domestiques constituent la majeure partie des entreprises (57,5%) et occupent 26 % des actifs. L'industrie de transformation est également fortement présente : 13,6% des entreprises (22,4% des actifs). ¹⁷

Il faut ajouter le rôle important des sites universitaires de la ville. L'Université Fédérale de Campina Grande (UFPB) (créée en 1965) et l'Université Estadual de la Paraíba (UEPB) (installée en 1987) font partie d'une politique de reconversion de la municipalité en pôle de recherche d'excellence. Aujourd'hui ces deux universités exercent un fort impact sur l'économie régionale et l'attractivité de la municipalité.

¹⁷ Cf tableau 3

La ville a développé une **économie événementielle**, essentielle pour les acteurs économiques locaux :

- ♦ la rencontre de la "**Nova Consciência**" en Février réunit les représentants des différentes religions et accueillent plus de 20 000 personnes,
- ♦ le Carnaval Fora de Época "**Micarande**" en Avril attirent pendant 4 jours de fêtes 500 000 personnes ;
- ♦ et surtout **O Maior São João do Mundo** qui centralise la majeure partie de ses activités dans le *Parque do Povo*, une place de 42 500 m², conçue spécialement pour cette fête, qui accueille durant le mois de Juin, 300 barraques (bars, restaurants, pavillons de danse, quiosques de produits artisanaux) et 1,5 millions de personnes venues de tout le pays. Considérée comme la "Maior São João do Mundo", cette attraction folklorique constitue une opportunité considérable pour le développement de l'économie locale en favorisant le commerce et le secteur touristique de Campina Grande et de la Paraíba.



Photo 3 : Les drapeaux du Parque do Povo de la Plus Grande São João du Monde

1.2. Structure de l'emploi hétérogène

♦ des petites entreprises



Photo 4 : Un petit atelier de fabrication de chaussures

D'après l'IBGE, en 2000, 70 % des entreprises comprennent moins de 4 salariés. Le tissu économique est donc essentiellement constitué de petites entreprises.

♦ *l'économie informelle*

A l'image de la composition du marché de l'emploi brésilien, et plus encore nordestin, la majorité de la population active campinense n'est pas enregistrée au cadastre fiscal national et constitue ainsi un marché de l'emploi informel dominant.



Photo 5 : De nombreux acteurs de l'informel

2. Documents et acteurs du développement local de Campina Grande

2.1. Les objectifs définis par le Plano Diretor

Le *Plano Diretor* est le document principal des politiques urbaines à l'échelle de la municipalité brésilienne. Outre une partie urbanistique et planification urbaine définissant le zonage en matière de développement urbain de la ville, le *Plano Diretor* définit les directives en matière de politiques sectorielles.

Ainsi le *Plano Diretor* de la municipalité de Campina Grande définit les grandes orientations en matière de transport, habitat, environnement, éducation et culture, santé, infrastructures, assistance sociale et développement économique, scientifique et technologique.

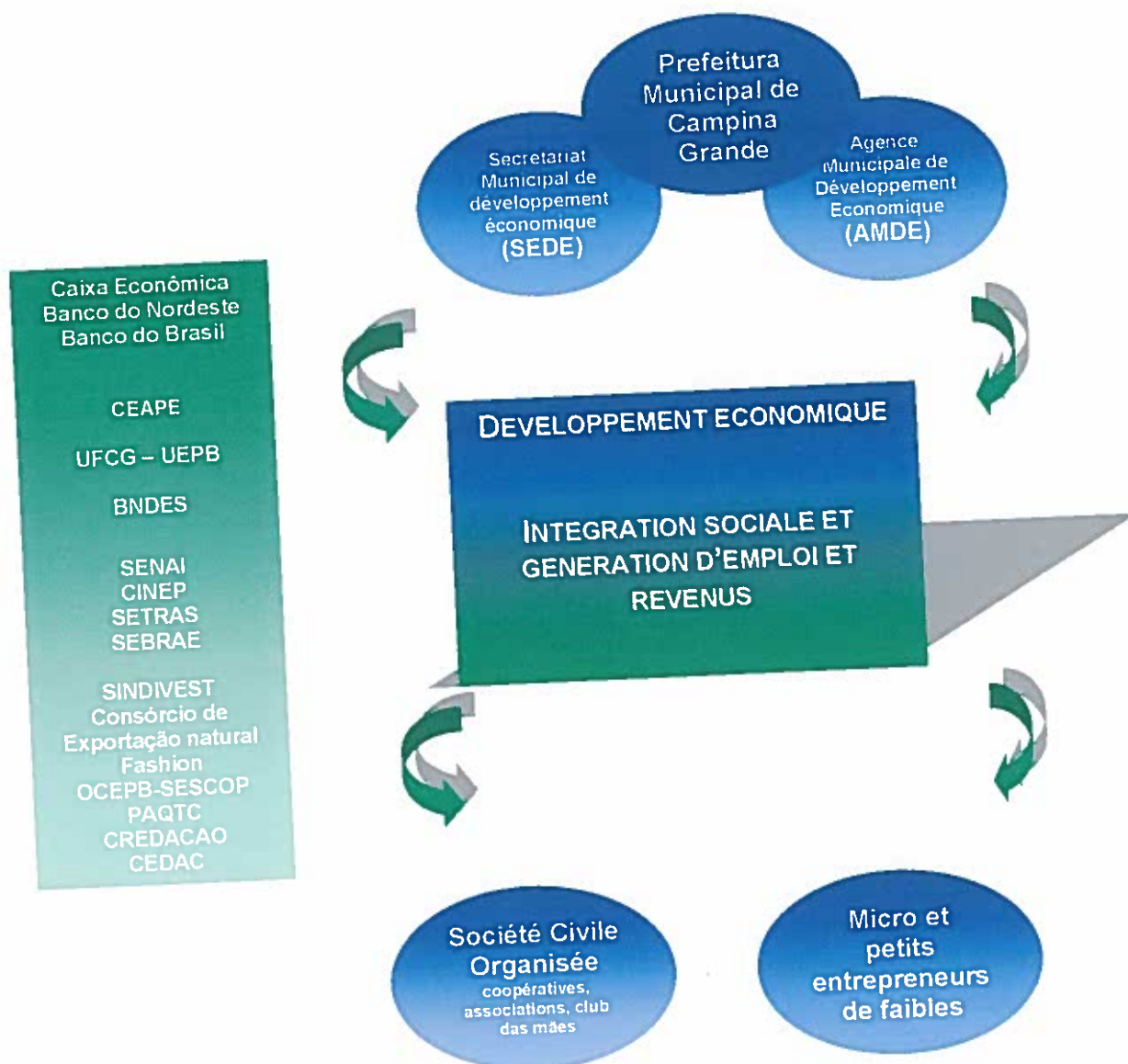
Concernant la politique de développement économique, et plus particulièrement l'économie informelle, le *Plano diretor*, en 1996, précise les directives suivantes :

- *Encourager le surgissement de microentreprises et promouvoir l'assistance technique nécessaire à leur développement;*
- *Stimuler l'implantation de micro, petites et moyennes entreprises surtout celles d'usage intensif de main d'oeuvre, localisées à proximité des aires résidentielles de bas revenus;*
- *Promouvoir les études liées à la localisation et l'organisation des activités du commerce informel;*
- *Créer des mécanismes qui rendent possible la dynamisation des divers segments du commerce et qui font la promotion de la divulgation du marketing et la commercialisation de produits fabriqués localement.*

Il définit le programme d'aide au développement du commerce de la manière suivante :

- Aide et accompagnement du commerce de détails de Campina Grande;
- Aide à l'implantation et à l'accompagnement de l'analyse de la conjoncture du municipe;
- Implantation de centres secondaire de commerce et de services.

2.2. Les acteurs du développement



Afin de coordonner les actions en matière de développement économique, le cabinet de la Prefeitura dispose aujourd'hui du **Secrétariat de Développement Economique (SEDE)**, composé de 4 coordinations :

- développement local
- développement des sciences et technique
- développement rural
- tourisme et événements

Cependant, existe également non en tant que *secretaria municipal*, mais *autarquia municipal*, l'**Agence Municipale de Développement (AMDE)** qui vise, plus qu'au développement économique à proprement dit, à soutenir le maintien voire le développement des petites activités économiques le plus souvent informelles de la municipalité et à aider à la génération de revenus et d'emplois.

La SEDE et l'AMDE travaillent en **partenariat** dans un objectif global de développement économique et social du Municipio. Ils travaillent également en lien étroits avec les différents secrétariats municipaux, les organismes privés et publics locaux, nationaux et internationaux.

3. Actions menées sur le municipe impulsées par la Banque Mondiale

Dès les années 80, la Banque Mondiale a mené des recherches visant les petites et moyennes villes, dont Campina Grande. L'objectif de cette étude était de mieux connaître la réalité locale afin d'agir de manière plus adéquate sur cette réalité si floue et complexe que la situation économique des villes brésiliennes. Ainsi, à Campina Grande, une commission locale a été mise en place. Un des axes de réflexions était « Emplois et revenus ». A travers cette étude, un recensement de la localisation et du type d'activités informelles a été initié. Cependant, peu de répercussions ont suivi cette étude.

Campina Grande a été choisi comme centre d'expérimentation visant à « structurer le secteur informel ». A été mis à disposition des artisans producteurs de meubles, d'articles de cuir, de vêtements, etc des moyens de se regrouper pour utiliser en commun des marchandises, d'acheter ensemble leurs matières premières. La Banque Mondiale a pour cela engagé 70% des sommes nécessaires à fonds perdus. Son objectif était alors de préserver la paix sociale, de protéger un circuit économique qui fournit aux couches les plus pauvres des produits indispensables à des prix concurrentiels et génèrent emplois et revenus.

4. Le rôle essentiel de l'AMDE ¹⁸

Aujourd'hui, l'acteur principal en charge des objectifs de développement auprès des communautés de bas revenus intégrées à l'économie informelle est l'Agence Municipale de Développement.

4.1. Caractéristiques de cette structure



L'Agence Municipale de Développement de Campina Grande est une *Autarquia autonoma* créée en 1999 par la Prefeitura. En tant qu'autarquia, elle bénéficie d'une certaine flexibilité et rapidité d'action. L'objectif de la création de cette structure était de combattre la pauvreté, stimuler la génération de revenus et d'emplois, soutenir la population aux faibles revenus du municipe.

Elle est née avec la volonté de mettre fin au cercle vicieux que connaissent les petits entrepreneurs : le manque de capital rend impossible la fourniture en marchandises et en petits équipements. Ils sont le plus souvent exclus des structures bancaires classiques par manque de garantie.

La Prefeitura met à la disposition de l'Agence le *Fundo do aval*, Fonds de garantie, permettant, par l'intermédiaire d'un agent de crédit¹⁹, de soutenir les microentrepreneurs à travers la libération de crédits directs, de petite somme, sur un court terme et à un faible taux d'intérêt²⁰.

¹⁸ Dans le cadre d'un stage professionnel de fin de formation d'Aménagement du Territoire, un diagnostic a été réalisé sur les actions de l'AMDE. Voir le rapport pour plus d'informations sur cette structure campinense.

¹⁹ En tant que structure publique, l'AMDE ne peut mettre à disposition des clients des fonds publics. Ainsi, elle agit par l'intermédiaire du CEAPE, également structure de crédit, mais offrant des taux d'intérêt plus élevés. L'AMDE permet au CEAPE de multiplier l'application de ses missions de lutte contre la pauvreté et de soutien à la population aux faibles revenus. Cette coopération entraîne le suivi de critères strictes de la part de l'AMDE dictés par le CEAPE.

²⁰ L'AMDE offre des crédits de R\$ 100,00 à R\$ 12.000,00, entre 6 et 12 mois, avec un taux d'intérêt le plus faible du marché : 0,5 %.

4.2. Une aide globale à la population aux faibles revenus

Observant les nécessités de la population du municipe, les missions de l'AMDE se sont progressivement élargies et les programmes multipliés. Aujourd'hui, elle oeuvre en faveur de la structuration et l'organisation des commerçants et producteurs, en valorisant la philosophie du coopérativisme. Elle développe des programmes de formation, tant en matière de savoir-faire (cours d'artisanat...), que de « savoir-être entrepreneur » (cours de marketing, commercialisation, gestion etc.). Elle réalise des projets ponctuels, comme le Projet Digna, le dernier réalisé, né d'un diagnostic de la situation des femmes des quartiers de Campina Grande, principale victime de la non occupation productive faute d'alphabétisation et d'auto-estime. De manière plus structurelle, elle participe au renforcement des chaînes productives locales (comme le cuir, le textile etc.).

Les programmes et projets de l'AMDE sont nombreux²¹. Les exemples cités montrent la diversité de ses actions dans un unique objectif de soutenir les segments productifs de Campina Grande qui ne peuvent trouver un écho adéquate auprès du secteur social de la municipalité ou encore du Secrétariat de développement économique. L'AMDE n'est pas une structure d'assistance sociale, l'AMDE ne permet pas de dégager des revenus importants pour le développement économique du Municipe, mais elle soutient cette population active qui tente de trouver revenus et emplois à travers des activités non réglementées mais essentielles au bien être humain de la population.

Elle constitue un partenaire incontournable du développement économique, social et humain de Campina Grande, réunissant un vaste réseau de partenaires (municipaux, fédéraux, gouvernementaux,) autour de la question de l'informalité, de l'occupation productive. En matière de lutte contre les segments de production exclus du processus de développement, elle constitue le bras droit de la Prefeitura.

²¹ ANNEXE: objectifs – actions – programmes de l'AMDE

Le gouvernement brésilien ne peut compter sans les acteurs économiques en dehors du cadre réglementaire, sans les acteurs économiques développant des petites activités économiques, si ce n'est de survie, du moins de faible rentabilité économique, et surtout sans retombée économique, mais offrant emplois et revenus suffisants à la reproduction familiale.

Le gouvernement actuel oeuvre, ou plutôt divulgue son soutien à cette partie du paysage économique et social brésilien, sans volonté à court terme de formalisation coercitive. Il a surtout l'objectif de stimuler les actions au niveau local. Ou, plus exactement, les acteurs locaux tentent d'innover afin de répondre à la faiblesse des politiques publiques nationales et, à travers des actions spécifiques et concrètes, d'enrayer la situation structurelle brésilienne d'inégalités sociales.

Campina Grande, en matière de développement économique, ou plus justement, de soutien aux segments économiques souffrant d'exclusion, est exemplaire. L'Autarquia Autonoma, mise en place par la Prefeitura, l' AMDE, est un exemple d'action locale efficace et dynamique, qui, à son niveau d'intervention, tente de répondre aux nécessités locales des acteurs de l'informel.

Mais les politiques publiques d'intervention auprès de l'informel ne se limitent pas à l'angle économique. Les activités économiques informelles sont liées de manières étroites à la ville, produisent la ville, les espaces publics centraux, les quartiers périphériques marginalisés. L'ensemble du tissu urbain porte la marque de cette économie, de cette situation d'exclusion sociale et économique, de cette multiplication d'actions spontanées et populaires. Quelles sont les politiques urbaines aujourd'hui menées au Brésil et au niveau local en direction de l'espace occupé par les acteurs de l'informel ?

A travers l'exemple campinense sera approfondi l'intervention publique en direction des commerçants ambulants s'appropriant les espaces publics centraux.

CHAPITRE 3

Economie informelle et Planification urbaine

I. ORGANISATION URBAINE DE CAMPINA GRANDE

A l'image des villes brésiliennes, Campina Grande a connu un développement urbain important : entre 1940 et 1980, elle est passée de 33 000 habitants à 247 000. Depuis (2000, dernier recensement), elle a gagné un peu plus de 100 000 habitants, même si le taux de croissance diminue depuis les années 90. Selon les estimations du SEPLAG jusqu'en 2010, la population urbaine continuerait de croître alors que l'espace rural du municipe continuerait de perdre sa population.

Développement urbain de Campina Grande depuis 1918

Date	Nombre d'habitants
1918	11 000
1940	33 818
1950	72 464
1960	116 226
1970	195 303
1980	247 827
1991	326 106
1996	344 730
2000	355.331

Source : IBGE et Hervé THERY.

1. Historique du développement de Campina Grande

L'embryon de la ville de Campina Grande est fondé à la fin XVIIème par un éleveur portugais, Teodosio de Oliveira Lodo qui y installe les Indiens Arius. Située à la « *porte du Sertão* », point de passage obligé sur la route de la côte, la ville constitue une étape commode. Ainsi, s'y établit une foire au bétail. Le marché fournit le sertão. S'établit alors une solide **fonction commerciale**.

L'essor de la ville a réellement lieu à partir de 1780 avec la diffusion à l'intérieur de l'Etat de la **culture du coton** (principale ressource et premier rang des exportations). Campina devient le **plus grand marché de l'ouest de la Paraíba** : les commerçants installés jouent les intermédiaires entre les zones productrices dans l'intérieur et les acheteurs sur le littoral. A la fin du XIXème, Campina Grande est devenue la ville la plus importante de l'intérieur du Nordeste.

Le chemin de fer atteint la ville en **1907**. Le commerce s'accrut encore. Ainsi à la situation de « *porta do sertão* » s'ajoute « *ponta de trilho* » (dernière gare et point de rupture de charge) jusqu'en 1958. Les produits du sertão s'y échangent contre ceux du littoral et du sud. En 1936, Campina Grande était la **3^{ème} place cotonnière du monde**.

Après la guerre, le commerce du sisal prit la relève de celui du coton. Campina atteint son apogée dans les années 50 : c'est alors « l'emporium » de tout le sertão. En 1960, la ville dominait la plus grande partie de la Paraíba (en dehors de João Pessoa), le Sud du Rio Grande do Norte, le Sud-Est du Ceará.

En dehors de la collecte et de la distribution des produits du sertão, la distribution des produits industriels (notamment véhicules et pièces détachées) constituait la grande activité de la ville. Campina devint la première place du Nordeste, les services croissant dans son sillage (telles que les banques). Le commerce et les banques étaient dans les mains des familles locales.

Mais la fin des années 50 annoncent le **déclin**. Déjà, des événements politiques avaient menacé la prospérité de la ville (la seconde guerre mondiale, la taxe sur les exportations...) En 1964, le régime atteint l'autonomie de la ville. Les grande familles furent dépouillées de leurs fonctions municipales et perdirent leur puissance financière. Le coup le plus grave porté à Campina Grande fut l'aménagement de routes asphaltées entre

le littoral et le sertão entre 1960 et 1970. L'arrêt à Campina ne se justifiait plus puisque la rupture de charge n'existait plus. Aujourd'hui l'espace privilégié de commerce de Campina Grande est désormais « le compartiment de la Borborema », espace à hautes terres au contact des zones du littoral (João Pessoa) et sertanejas (Patos). Le Sertão est perdu et la capitale de l'Etat affirme aujourd'hui sa place.

2. Le paysage urbain actuel ²²

Selon Hervé THERY, Campina Grande porte les stigmates du sous-développement : trop vite poussée du temps de son succès, elle a été depuis son déclin, fort négligée, gonflée par un afflux de migrants pauvres qu'elle n'a pu accueillir. L'entreprise de réurbanisation est récente.

La topographie urbaine de Campina Grande est coupée et cloisonnée : des fonds marécageux, des plateaux qui s'étagent de 500 à 600 mètres, séparés par des talus assez rudes et coupés par quelques sous-affluents du Rio Paraíba.

Dans les fonds marécageux, ont été construits respectivement en 1830 et 1860, l'« açude velho » et « l'açude novo », réservoirs qui ont permis de résoudre le problème de l'eau.

Le noyau originel de la ville est localisée autour de la Cathédrale (construite par les indiens fin XVII). La ville s'est développée autour, où se tenait la « feira ». Après 1907 et l'arrivée du train, la ville a connu une explosion urbaine vers le marché, l'açude, la gare et vers le nord-ouest (route vers le sertão). Ce mouvement s'accéléra dans les années 30 et surtout après 1945.

²² (D'après Hervé THERY, Pouvoir et territoire au Brésil. De l'archipel au continent, Paris, Ed. MSH (coll. « Brasília »), Chap. 4 : « Campina Grande, "reine de la Borborema", à la recherche d'un second souffle »)

Un deuxième noyau apparut autour de l'açude Bodocongó, construit en 1916, où se sont installés tanneries et usines de textiles. Au sud de la gare et autour de l'açude Velho, on voit s'installer les entreprises de collecte et de traitement de coton et de sisal.

En 1940, à la sortie du centre, vers la route du sertão, de nouveaux quartiers résidentiels apparaissent, hétérogènes et mixtes (aisés, Prata, pauvre, Monte Santo), où l'on observe des immeubles peu élevés ou des maisons individuelles. Dans chacun, des îlots tranchent, les revenus y sont très variés.

Les plus pauvres de Campina Grande se concentrent au Sud de la ville plus confuse, plus anarchique (Santa Rosa, Liberdade etc.) En marge les quartiers les plus pauvres qui constituent les bidonvilles brésiliens, les *favelas* (Pedregal et Cachoeira) ne bénéficient ni des traitements des eaux usées ni des routes asphaltées. Ce sont des quartiers qui ont vu la population s'accroître le plus.



Photo 6 : Pedregal, une favela au cœur de Campina Grande

Au contraire à l'Est, aujourd'hui des nouveaux quartiers de maisons individuelles apparaissent progressivement à Campina Grande qui se détachent du reste de la composition urbaine campinense : Mirante au Sud, sur la route de João Pessoa et Alto Branco au Nord.

Autour de l'Açude Bodoncongó, le nouveau campus universitaire (année 60) est accompagné de la construction d'un lotissement aujourd'hui vide en raison de la présence relativement proche de la favela Pedregal.

Une croissance anarchique tentaculaire s'est poursuivie jusqu'à dans les années 60, caractérisée par de vastes zones vides entre les tentacules lancées le long des routes. A partir de là, la belle dynamique de croissance semble cesser et Campina Grande donne une impression de stagnation. Le tissu urbain est partout irrégulier, percé de vastes trouées. Les services publics sont peu présents, notamment dans les quartiers « marginaux ».



Photo 7 : Des façades sales, des fils électriques apparents

Théry caractérise Campina Grande de :

« ville laide, vieillote, bouffie par un gonflement malsain » (THERY, p66).

Durant cette période de développement urbain, le centre s'est délabré. Du quartier ancien, il ne reste plus que la cathédrale. Le centre institutionnel est aujourd'hui plus à l'Ouest. Dans l'avenue centrale, l'avenue Floriano Peixoto, La Bourse, l'Ancien Grand Hôtel (où siège aujourd'hui la Mairie) datent de l'époque de la splendeur, les années 40 – 50. Le Marché central près de la Cathédrale constitue aujourd'hui le centre ancien dégradé. Autour, les étals de plein air envahissent les rues (l'encombrement, le bruit et les débris chassent les résidents les plus aisés).



Photo 8 : Mercado central

Le centre se caractérise encore par la spécialisation des rues : épicerie en gros, matériaux de construction (rua João Pessoa), tissus et confections, musiques, etc. Les rues commerçantes se concentrent au nord de l'Avenue Floriano Peixoto.

L'hétérogénéité est la règle à Campina Grande. La période de croissance anarchique et tentaculaire, son arrêt, son gonflement qui a comblé les interstices ont créé une situation confuse, un zonage indécis. Le centre urbain y est délabré et la périphérie non homogène. Depuis la fin des années 90, les équipes municipales tentent d'agir sur le centre urbain de Campina Grande et de rénover l'image de la ville.

3. L' espace commercial

3.1. L'espace commercial périphérique

Après le tissu urbain sous l'angle de l'habitat, nous nous intéressons à l'espace public commercial, qui préoccupe plus particulièrement cette recherche.

♦ Centres commerciaux périphériques

La Prefeitura de Campina Grande a souhaité répondre aux exigences d'une ville de sa dimension et aux demandes des classes sociales moyennes et supérieures qui exigent biens de consommation de qualité et services supérieurs.

Ainsi, en 1999, est inauguré le « **Shopping Center Iguatemi** », le plus grand de la ville. Un hypermarché y est présent. Une vaste galerie dévoilent des commerces essentiellement de confections (firmes nationales et internationales).

Un grand espace de restauration (enseignes nationales et internationales) est accompagné d'un espace central où concerts de musique populaire brésilienne et bossa nova agrémentent la promenade des campinenses.

Face à lui, un multiplex de 5 salles de cinéma s'est également substitué aux trois anciens cinémas du centre ville de Campina Grande, aujourd'hui fermés faute de clients.

A « Iguatemi », les promeneurs et consommateurs y trouvent espace, confort (aire conditionnée ; nettoyage des allées), modernité et sécurité (des vigiles assurent en permanence un service de sécurité) . Mais seule une petite minorité de la population de Campina Grande est concernée par cet espace de consommation et de loisirs où les prix y sont beaucoup plus élevés et la clientèle socialement sélectionnée.

D'autres centres commerciaux et hypermarchés, plus ou moins périphériques, plus ou moins anciens, garnissent le paysage de la consommation des moyennes et hautes classes sociales de Campina Grande : Luiza motta, Hiperbompreço de l'Açude Velho, Bompreço du Centre ville, Shopping Cime Center ect .

♦ Marchés publics

Le marché est une pratique sociale incontournable au sein de la société brésilienne et notamment nordestine. On y trouve tous les aliments locaux à faibles coûts : fruits (bananes, ananas, mangues, cajá etc...), légumes (tomates, poivrons, etc) et racines (macaxeira, ignames...), viandes etc ; ainsi que tout autre produit de première nécessité. S'y cotoient toutes les classes sociales. Certains viennent de l'intérieur de la Paraíba en carrosse et cheval pour s'approvisionner. Les pratiques sociales (trocs...) ancestrales y sont exacerbées. Les coutumes alimentaires se perpétuent dans ces lieux d'échanges économiques, culturels et sociaux.

Mais les marchés libres, sous l'angle urbain et sanitaire, posent problème à la Prefeitura. Aujourd'hui, à Campina Grande, marchés libres et les marchés structurés composent les quartiers.

- Les marchés libres

La Prefeitura, dans le *Codigo de Posturas*²³, définit les feiras livres, marchés libres, comme :

« des activités commerciales destinées à l'approvisionnement de produits de première nécessité et à la promotion de la commercialisation directe entre petits producteurs et consommateurs ».

Un exemple de marché libre à Campina Grande, soit sans intervention publique, dans l'espace semi-périphérique est le marché de la Prata.



Photo 9 : La foule du marché de la Prata

Dans ce quartier mixte, où se cotoient une variété de niveaux et de modes de vie, le dimanche, la place centrale se métamorphose. Espace laissé vacant la semaine entière, dès le samedi, les étales en bois sont installées, les fruits et légumes envahissent le sol, les commerçants sont prêts. Le dimanche, les carrosses et les chevaux sont garés dans un coin de la place. Une partie alimentaire et une partie animaux, bricolage et autres ferrailles divisent les promenades des femmes et des hommes. Au centre de cet espace, une partie couverte abritent la viande. Le marché de la Prata a lieu une fois par semaine et est fréquenté par les campinenses et les habitants des environs.

²³ O *Codigo de Posturas* est un document de planification décrit plus amplement dans le même chapitre, Partie II. 2.

L'afflux est impressionnant, les prix y sont concurrentiels. En matière d'hygiène alimentaire et de salubrité publique, les conditions du marché sont précaires. Mais ce théâtre social est un spectacle pour locaux et étrangers du Nordeste.

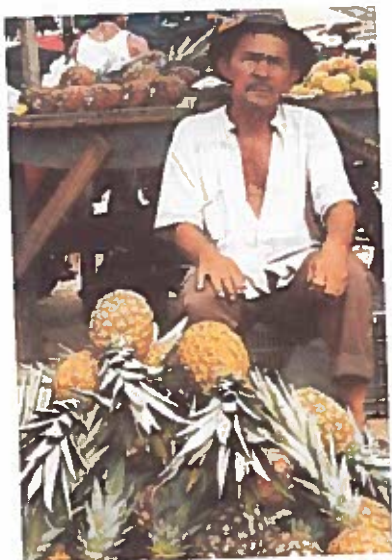


Photo 10, 11 : Tous les âges travaillent



Photo 12,13,14 : Précarité des installation : fruits et légumes sur le sol, dans des brouettes ou sur des motos.

La Prefeitura, dans son Plano Diretor, a pour objectif d'améliorer les conditions de vente et d'achats des produits alimentaires et les conditions de travail des commerçants.

- **Les marchés structurés par la Prefeitura**

Nous pouvons faire le rapport de deux marchés structurés par la ville, selon les exigences du Plano Diretor. L'objectif est de mettre à disposition des produits de premières nécessités de qualité à une population aux faibles revenus, satisfaire à des exigences sanitaires, mais également améliorer les conditions de travail des commerçants.

Le marché du quartier de la **Liberdade** est, depuis la fin des années 90, plus ou moins encadré par la municipalité, par l'intermédiaire de l'AMDE. Le marché a gardé un caractère authentique, l'intervention restant relativement faible. Sont installés quelques boxes couverts et normalisés, mais une grande partie du marché a encore lieu à l'extérieur. L'équipe de l'AMDE intervient surtout dans l'organisation des commerçants afin de les rendre plus autonomes.

Plus démonstrative est l'action réalisée auprès du marché des **Malvinas**. Il été entièrement mis en place par la Prefeitura. Rien n'existait avant l'intervention publique. La *Feira* des Malvinas est inscrite dans le *Plano Diretor* comme "*zonas especiais de interesse urbanistico*", soit zone de structuration et de restructuration urbaine. Ainsi en 2000, la Prefeitura de Campina Grande a décidé d'organiser un Marche public dans cette zone qui disposerait d'un complexe marchand confortable. Elle délègue l'élaboration et l'administration du projet à l'AMDE. Une structure de 16 000 m² accueille, depuis 2001, marchands et clients quotidiennement. Elle dispose de tous les équipements : énergie, eau, et transport (une ligne de bus dessert le marché compensant la localisation excentrée du site).



Photo 15 : Boxes normalisés du Marché des Malvinas

Deux ensembles couverts abritent 156 boxes normalisés, fixes, de superficies diverses. Les produits et services offerts sont variés (fruits, légumes, confection, produits artisanaux, animaux, bar, services de reproduction...).



Photo 16 : Efforts esthétiques des enseignes et des étales



Photo 17 : Présence bihebdomadaire de l'administrateur

Dans cet espace, l'administrateur, présent deux jours par semaine, dispose d'un bureau et les marchands d'une salle de réunion. L'administrateur, intégré à l'équipe de l'AMDE, a pour objectif d'aider les commerçants à se structurer et s'organiser (en association ou coopérative) afin de développer leur auto-gestion.

Les lieux sont, certes, propres, structurés, aérés, normalisés, harmonisés, confortables (protection contre la pluie et le soleil), et sûrs (vigilance permanente). Les produits échangés bénéficient de normes d'hygiène et les conditions de travail des commerçants sont correctes. Mais le caractère propre au marché nordestin a disparu. Les lieux sont peu animés, peu fréquentés malgré la diffusion de messages publicitaires. Les produits ne sont pas aussi variés que ceux offerts dans d'autres marchés de la ville. Selon l'administrateur, le site subirait les effets de blocages culturels : la population est plus ou moins rigide face aux changements d'organisation et de structuration, elle n'est pas encore accoutumée à ce lieu quelque peu excentré et dont la configuration est toute autre du marché de la Prata, du marché central ou de tout autre marché libre.

Les commerçants présents dans les marchés de la ville qu'ils soient libres ou structurés font parti majoritairement de l'économie informelle. Ils ne sont pas enregistré aux cadastres nationux. La dimension et l'organisation de leurs activités contrastent avec les grandes activités commerciales que l'on peut trouver dans les espaces commerciaux périphériques.

◆ Les activités informelle commerciales et de services dans l'ensemble de la ville

Dans les villes nordestines, et notamment Campina Grande, les activités informelles commerciales et de services ne sont pas localisées uniquement sur des sites précis tels que les marchés, mais elles sont présentes dans l'ensemble du tissu urbain.

Les quartiers nordestins et campinenses sont mixtes : y sont présents la fonction d'habitat et de travail du fait de la part important d'activités dites informelles.

Les petits commerces de proximité et les prestataires de services (coiffeur, esthéticienne, réparateur automobiles, réparateur objets domestiques, vendeur de confection, fruits et légumes, propriétaire de bars, cafétarias, épiceries et bien d'autres...) sont présents, de manière éparse et diffuse, dans tous les quartiers de Campina Grande, quelque soit le revenu moyen dominant.

Ces activités sont installées au sein même du domicile familial (dans une arrière cuisine, une salle annexe, un hall d'entrée...) ou sur le trottoir. Les commerçants peuvent être ambulants et parcourir les quartiers, chargeant dans des brouettes fruits et légumes.

3.2. Espace commercial central

Nous venons de présenter l'espace commercial formel et informel au sein de Campina Grande. Nous focalisons maintenant l'analyse vers le cœur urbain puisque la principale intervention publique y a lieu aujourd'hui. Quelle place le commerce informel occupe-t-il avant l'intervention municipale dans l'espace public central ?

◆ L'aire commercial central



Photo 18 : Nord de l'avenue Floriano Peixoto

Le cœur commercial de Campina Grande est localisé au Nord de l'Avenue Peixoto. Les principales enseignes commerciales y sont présentes. La rue Maciel Pinheiro, principale artère commerciale, fière de son passé Arte Deco, expose de nombreux magasins de confections. De même, dans les rues annexes confections, tissus, cafetarias, objets divers sont présents.

Les rues commerçantes centrales de Campina Grande sont encore organisées de manière très spécialisée. Un peu plus au Nord de ce cœur commercial (rue João Pessoa), de manière spécialisée, on rencontre les réparateurs automobiles, les vendeurs de meubles et électroménagers, les vendeurs de ferralleries etc.

◆ Les places et rues centrales : lieux de rencontre

Certaines rues et places, comme la **Place das Bandeirantes**, constituent un point de rencontre incontournable, notamment pour la population masculine campinense qui aime se retrouver pour jouer ou converser la journée durant.

♦ Les commerçants ambulants

Le **commerce ambulant** est défini par la Prefeitura dans le *Codigo de Posturas* comme une :

“activité commerciale ou de prestation de services exercés sur la voie publique, sans installation ou local fixes”,

Le **commerce amublant éventuel** comme une :

“activité mercantile ou de prestation de services exercée lors de fêtes, expositions, ou évènements de courte durée.”

Avant l'intervention municipale de délocalisation des ambulants, les **commerçants informels** sont présents de manière importante et permanente sur les trottoirs de ces rues les plus fréquentées par les clients et salariés de la ville. Les commerçants formels dont les vitrines sont camouflées par les étales des ambulants se plaignent des désagréments occasionnés par ces libres commerçants qui viennent et reviennent quotidiennement vendre des produits à des prix concurrentiels. Les piétons peuvent souffrir de la cohue et du bruit. Lors de fête, comme la São João, durant tout le mois de Juin, le nombre de commerçants ambulants se multiplie et envahissent le centre ville, attirés par l'afflux quotidien de campinenses et touristes.

Les politiques de Campina Grande vont choisir d'intervenir sur l'informel à travers une politique à plusieurs objectifs et intérêts.

♦ Marché public central

Le **marché public central** au sud de l'Avenue Peixoto, à proximité de la Cathédrale de la ville, est localisé au cœur du noyau de développement de la ville et constitue un vestige campinense. L'endroit est confus, peu visible, étroit et bruyant. Mais les produits y sont échangés de manière importante. La municipalité n'intervient quasiment pas dans l'organisation du plus grand marché de la Paraíba. Les populations ont fui ce quartier qui ne demeure

aujourd'hui que commercial. Sa fonction d'habitat a disparu du fait du bruit, de la saleté et du mouvement engendrés par le marché.

Le marché central de Campina Grande est un marché authentique, où comme au sein du marché libre de la Prata, se rencontrent toutes les spécialités régionales (fruits, légumes, viandes et racines, épices etc) à un prix concurrentiel. Cet espace constitue un lieu d'échanges économiques, sociaux et culturels. Mais les normes sanitaires et d'hygiène paraissent précaires et préoccupantes pour la salubrité et la santé publique.

La ville de Campina Grande s'est développée de manière tentaculaire et anarchique laissant sur son passage un centre urbain dégradé et des quartiers périphériques hétérogènes et plus ou moins équipés des structures et services publics. L'informel est présent dans tout Campina Grande. En matière résidentielle, les quartiers les plus défavorisés de la ville croissent, ne sont pas répertoriés sur le plan d'occupation des sols, et ne bénéficient pas de services et équipements publics. Les activités commerciales informelles, qui mènent plus largement cette recherche, sont présentes de manière plus ou moins éparées sur l'ensemble de la ville. L'espace commercial campinense est varié. Les activités formelles cotoient les activités informelles. La volonté politique actuelle, notamment à travers l'AMDE est de structurer et organiser les marchés publics. On assiste également à l'implantation de zones commerciales de haut standing destinées à la population à hauts revenus de la ville. Cependant, la population campinense demeure majoritairement à faible revenus. Les habitants ont besoin de biens de consommation de premières nécessités à faible prix. Les habitants ont besoin de développer des petites activités afin de subvenir aux besoins de la famille. Les petits commerces de proximité sont difficilement localisables car diffus dans le tissu urbain. L'espace public central est concerné par la présence des commerçants informels, qui se sont appropriés des espaces dont la municipalité souhaite changer de configuration pour redonner à Campina Grande un nouveau souffle urbanistique.

II. PLANIFICATION URBAINE A CAMPINA GRANDE ET PRISE EN COMPTE DE L'INFORMEL

1. Les documents de planification

1.1. O plano diretor

Conformément à la Loi 182 de la Constitution fédérale brésilienne, le *Plano diretor* est :

« l'instrument de base de la politique de développement du municipe et oriente les actions des agents publics et privés, responsables de la production et de la gestion de la ville ».

Il a été rendu obligatoire par la loi sur « o Estatuto da Cidade », approuvé en Juillet 2001, pour les villes de plus de 20 000 habitants.

Le dernier « *Plano diretor do Municipio de Campina Grande* » a été réalisé le 8 Janvier 1996.

Le SEPLAG²⁴ est aujourd'hui responsable de son application et de sa gestion sur le Municipe.

Le *Plano diretor* de Campina Grande définit les objectifs de la politique urbaine. Conformément à la loi, un macrozonage est réalisé définissant l'usage du sol selon les prescriptions. Le macrozonage est accompagné d'une cartographie²⁵.

²⁴ SEPLAG : anciennement SEPLAN (Secrétariat au Plan) le SEPLAG (Secretaria do Planejamento e da Gestão) a aujourd'hui une fonction de gestion de l'espace urbain qui était auparavant délégués aux services urbains municipaux, services aujourd'hui intégré au secrétariat du Planejamento.

²⁵ Annexe

Sont distinguées les **zones urbaines** (Zones adensável, Zona de ocupação indicada, Zona não adensável e Zona de expansão urbana), les **zones rurales** et les **zones spéciales**.

Les zones spéciales sont :

« des aires du munícipe, qui, par leurs caractéristiques spéciales, peuvent avoir une destination spécifique et/ou un traitement différencié dans la définition des normes urbanistiques, dans le parcellaire ou l'usage et l'occupation des sols. »

On distingue les **zones spéciales d'intérêt social** (favelas ou lotissements irréguliers, terrains non ou sous utilisés), **zones spéciales de préservation**, **zones spéciales industrielles**, **zones de développement agricoles**, **zones spéciales d'intérêt public** et les **zones spéciales d'intérêt urbanistique**.

Les **zones spéciales d'intérêt urbanistique** sont des zones du territoire municipal destinées à des projets spécifiques de structuration, rénovation ou revitalisation urbaine.

L'ensemble des marchés publics de Campina Grande font partie de ces zones d'intérêt urbanistique, dans l'objectif d'intervenir sur la salubrité publique et les conditions sanitaires dans lesquelles sont échangés les produits alimentaires.

Le centre ville de Campina Grande ne figure pas sur le macrozonage du *Plano diretor* que ce soit dans les textes ou sur les documents cartographiés, mais une responsable de la planification urbaine nous a assuré qu'il faisait également parti des Zones Spéciales d'Intérêt Urbanistique et Zone de Préservation.

1.2. O código de Porturas

Le *Plano diretor* prévoit la constitution d'un *Cadastro Técnico Municipal* (CTM), qu'il n'a pas été possible de consulter, n'existant certainement pas. Le document présent à Campina Grande est o *codigos de Porturas*, qui :

« définit les normes d'utilisation des espaces publics et privés visant à préserver l'intérêt collectif, normes en conformité avec les critères établis par le Plano Diretor. »

Ce document a été approuvé par le Cabinet de la Prefeitura de Campina Grande en 1983, soit il y a 20 ans, et n'a pas été renouvelé. Une révision est cependant prévue mais reste en statu quo depuis deux ans.

Un des chapitres est relatif au commerce ambulant. Ainsi, l'Article 58 stipule que les structures peuvent être installées sur la voie publique à l'occasion de rendez-vous politiques, fêtes religieuses, civiles ou à caractère populaire après approbation de la Prefeitura de la localisation, de l'état de la structure et de la garantie de la sécurité, s'ils ne perturbent pas le trafic public, si le passage sur le trottoir est encore possible et l'évacuation des eaux pluviales n'est pas perturbée. Il précise que les lieux doivent être évacués sous 24h à compter de la fin de l'événement pour lequel ils se sont installés. De même, les bancs de journaux et revus sont permis s'ils présentent un bon aspect esthétique, sont localisés à moins de 5 m d'un bâtiment, laissent au moins 1,60 m de passage libre sur le trottoir, et sont au moins à 250 m de distance d'un autre banc.

D'après l'art. 60, les kiosques, fixes ou mobiles, dont la finalité est commerciale, peuvent fonctionner sur la voie publique seulement à conditions d'être localisés à plus de 160 m d'une construction similaire sur le même trottoir, de laisser libre au moins 1,60 m de passage libre pour le transit des piétons, de ne pas obstruer l'accès de la lumière et de la ventilation des bâtiments et de remplir les prescriptions concernant la vente d'aliments et d'hygiène sanitaire.

La section 5 est relative aux marchés libres. La localisation doit être en adéquation avec plan urbain des aires où se situent les feiras, doit offrir les infrastructures de base permettant un comportement hygiénique du commerçant dans la manipulation des produits et l'utilisation de l'environnement et enfin doit permettre le passage des services de sécurité.

Ces articles tolèrent le commerce ambulants, les marchés libres sous certaines conditions. Les conditions mentionnées par ce texte ancien, mais relatif à une réalité actuelle, ne sont pas suivies de manière stricte. Nous avons vu que la politique actuelle, concernant les marchés libres, est la structuration et l'organisation par des équipes et structures municipales. En termes de commerce ambulant, la municipalité a engagé, concernant la zone centrale de Campina Grande un programme de délocalisation dans le cadre du Projet de Rénovation du Centre ville.

Un chapitre est relatif aux **licences** des activités industrielles, commerciales et de services.

L'article 81 stipule que :

« les établissement commerciaux, industriels et de services pourront s'installer et fonctionner dans le Municipe de Campina Grande, après obtention d'une licence et permission de la Prefeitura.»

L'article 84 poursuit :

« seront fermés les établissements qui exercent des activités sans licence en conformité avec les précepts de cette loi ».

L'article 85 est relatif au commerce ambulant et éventuel :

« Le commerce ambulant ou éventuel sera exercé moyennant l'autorisation ou la permission concédée en conformité avec les prescriptions de cette loi. »

L'article 86 stipule que :

« le vendeur ambulant ou éventuel qui ne respecte pas les conditions de cette section sera sujet à la confiscation de la marchandise trouvée en son pouvoir. Ils sont assujettis au même règlement que toute autre activité commerciale, industrielle ou de services (horaires de fonctionnement, conditions sanitaires...) »

Les textes municipaux prévoient un certain contrôle des activités et des conditions d'installation des commerçants ambulants. La définition municipale des activités informelles ambulantes elle-même floue, dans les faits, la tolérance est le maître mot, avant le projet municipal. Le retrait des commerçants de la rue était plus fonction de la relation entretenue avec les fonctionnaires publics.

On l'observe dans des villes comme João Pessoa, la capitale de l'Etat, où aucun projet de délocalisation a été mis en place, les commerçants ambulants s'installent de manière libres dans la rue, n'ayant le plus souvent aucune licence, ne respectant pas les normes d'hygiène nécessaires à la vente de produits alimentaires. Cependant, pour ces commerçants de l'informel, il semble impossible de répondre aux normes exigées dans les textes de lois.

En 1999, le projet de revalorisation du centre ville de Campina Grande change toute la configuration urbaine, économique et sociale du cœur commercial de cette ville nordestine.

2. Projet de valorisation du centre ville



CAMPINA
DÉCO

A partir du travail réalisé par une urbaniste en 1996 (Lia Monica ROSSI), la Prefeitura a redécouvert la richesse du patrimoine historique « Art Deco » de Campina Grande, base d'un vaste programme de revalorisation du centre ville .

Les années folles en Europe sont marquées par l'émergence de concepts artistiques totalement nouveaux : cubisme, dadaïsme, futurisme, Bauhaus... qui ont l'objectif de faire prévaloir la fonction, la pureté des éléments. Ce mouvement arrive au Brésil, et notamment à São Paulo, à travers les échanges culturels dues aux grandes migrations qu'a connu le pays. En 1925, se tient à Paris le Salon International de l'Art décoratif et de l'industrie moderne. C'est en 1936 que le Nordeste rencontre cette tendance, à Campina Grande lorsque le Prefet Vergniaud Wanderley décrète la modernisation de la ville.

Cette modernisation passe par la démolition et la reconstruction des bâtiments afin de nettoyer les rues, renforcer les conditions de santé et d'hygiène. Avec la représentation futuriste, l'Art Deco est l'esthétique alors adoptée pour l'aménagement du nouveau centre ville. Ainsi de 1945 à 1949, les aires coloniales passent des façades ostentatoires à des séquences géométriques, des toits découpés et asymétriques qui cachent les tuiles, des volumes de compositions cubistes, utilisant fer et béton.



Photo 19 : La Poste Arte Deco,
Place des Bandeirantes

Rossi fait la comparaison de ce style « art deco sertanejo » avec « l'art deco tropical » du quartier « hoteleiro » de Miami des années 30, revitalisé dans les années 70.

La loi n°3.721 du 6 Août 1999 crée la zone de préservation dont l'objectif est la restauration des façades des rues.

La zone spéciale de préservation comprendrait les rues Floriano Peixoto, Maciel Pinheiro, Marques do Herval, Cardoso Vieira, Venancia Neiva, Monsehnor Sales, Barão do Abial, Semeão Leal, Sete de Setembro, Travessa Calacanti Belo.

La première phase du projet de revitalisation du centre ville passe par la rénovation des façades de la rue Maciel Pihneiro, la rénovation du Grand Hotel et de la Câmara Municipal et la délocalisation des ambulants.

Le Grand Hôtel a été construit entre 1932 et 1942. Beaucoup ont alors critiqué ce projet coûteux. D'autres y voyaient l'emblème de la volonté de modernisation de Campina Grande. En 1959, il est transformé en secrétariats municipaux. Aujourd'hui en rénovation, l'ancien Grand Hotel accueille le Cabinet de Prefeitura.



Photo 20 : Le Grand Hôtel, siège de la Prefeitura



Photo 21 : Rue Maciel Pinheiro

La rue Maciel Pinheiro, une des plus anciennes de la ville (où se tenaient commerces, fêtes populaires, cinémas...) a subi cette réforme moderniste des années 40. Dans les années 70, elle devient piétonne. Aujourd'hui, réouverte à la circulation automobile, la rue Maciel Pinheiro est l'artère commerciale la plus importante du centre ville campinense.

C'est la première des rues concernée par le projet de revitalisation. Les façades sont repeintes, les enseignes valorisées, les trottoirs élargis pour faire place à l'Art Déco Campinense.



Photo 22 : Détail, façade Art Déco de la rue Maciel Pinheiro, repeinte

Dans une seconde phase sont prévus la normalisation des trottoirs, l'enfouissement des réseaux électriques et l'installation de l'illumination publique.

L'objectif de la restauration des rues centrales de Campina Grande est donné comme un retour à la culture brésilienne et à la mémoire de Campina Grande. C'est aussi un nouveau visage que la Prefeitura souhaite offrir à Campina Grande, un centre urbain, vitrine de la modernité campinense.

La revitalisation du centre ville intègre le programme de délocalisation des commerçants ambulants présents dans cette zone.

III. PROJET DE DELOCALISATION ET RELOCALISATION DES CAMELOS

1. Présentation du Projet

1.1. La délocalisation

Un entretien avec la responsable de la négociation de la délocalisation des ambulants nous apprend que la "Curadoria do Patrimônio Público", un organisme mixte, fédéral et étatique, a ordonné, dans le cadre du projet de préservation et de revalorisation du centre ville, de retirer les ambulants des rues concernées.

Ainsi, la Prefeitura a en charge de trouver une solution socio-économique suite au retrait des ambulants et à l'interdiction de commercer dans la rue. Elle fait le choix de les reloger dans des aires spécifiques.

Afin de mener à bien ce projet, en juin 2001, le SEPLAG a revu le cadastre (le dernier a été réalisé en 1997), soit la localisation des ambulants dans le centre ville de Campina Grande. Ce document fait état de plus de 700 commerçants ambulants de le centre ville.

Les rues, dont le retrait des ambulants est prévu, sont les suivantes :

Rues	Nre d'ambulants
Floriano Peixoto	201
Marques do Herval	121
Semeão Leal	114
Venancio Neiva	106
Cardoso Vieira	102
Barão do abiai	13
Peregrino de Carvalho	12
Monsehnor Sales	18
Praça des bandeirantes	22

Ainsi en Juin 2001, il est prévu la délocalisation de **709** commerçants ambulants. Seules les barracas et bancas seront transférés. Les fiteiros ne sont pas pris en compte, un projet spécifique est en cours d'étude pour ses ambulants spécifiques, disposant d'une "caixinha" qu'ils laissent dans la rue.

1.2. La relocalisation

La relocalisation a lieu en Janvier 2002. La Prefeitura a dû acquérir les aires aujourd'hui mises à disposition des ambulants. Les trois sites ont été choisis en fonction de leur localisation particulièrement stratégique, au coeur du centre ville.

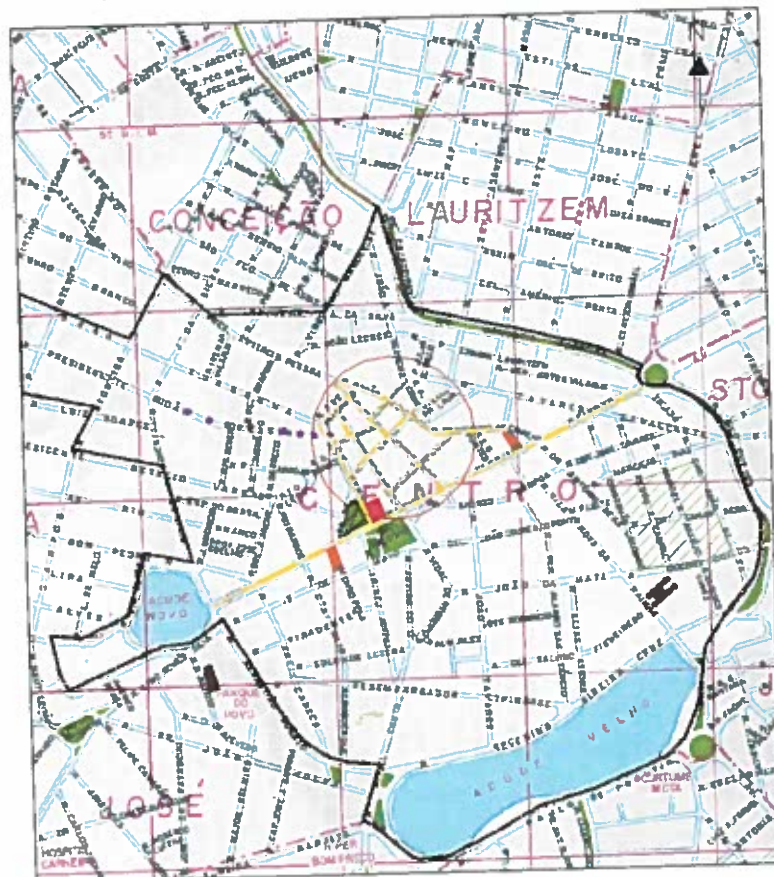
On compte aujourd'hui 207 ambulants dans le Shopping Popular, 187 dans les Arccas Catedral et 104 dans les Arccas Titão, soit **496** ambulants délocalisés dans les espaces mis à disposition de la Prefeitura. 213 commerçants n'ont pas fait le choix de s'installer dans les sites mis à dispositions ou n'ont pas eu de place pour s'installer. Pour ces ambulants qui n'ont pas de place ou pour les fiteiros, la vente dans la rue demeure tolérée. Le choix des ambulants a été en fonction du critère d'ancienneté et surtout en fonction de l'appartenance ou non au syndicat. Le syndicat des ambulants a eu énormément de pouvoirs, même s'il est très peu respecté et estimé aujourd'hui par les ambulants. Seuls une dizaine de commerçants ambulants adhèrent au syndicat.

C'est le SEPLAG qui a été en charge de ce projet mais c'est aujourd'hui les services urbains municipaux qui administrent les Arccas et l'IPSEM le Shopping Popular.

Centre de Campina Grande : Délocalisation / Relocalisation des ambulants

LEGENDE :

- Limites du Centre
- Coeur commercial de Campina Grande
- Rues concernées par la délocalisation des ambulants
- Relocalisation :
 - ARCAS
 - Shopping populaire
- Place centrale, Praça dos Bandeirantes
- Marché central
- Projet de délocalisation des ambulants



Réalisation : Vanessa Sorin, Magistère 3 "Aménagement du Territoire", CESA, 2003

2. Objectifs

2.1. Urbanistiques

L'objectif affiché est essentiellement urbanistique, le projet de délocalisation des ambulants s'intégrant au programme de revitalisation du centre ville et au Programme Arte Deco.

♦ Centre ville "nettoyé", ordonné, l'Art Deco valorisé

Sous l'angle spatial et urbanistique, la présence et l'appropriation des commerçants ambulants de l'espace public central peut être problématique pour une Prefeitura qui souhaite un centre ville propre, ordonné. Les commerçants ambulants envahissent effectivement les trottoirs et les places de manière relativement anarchique et libre. La fixation en un point fixe permet de "nettoyer" le centre ville, de valoriser le patrimoine architectural et notamment Art Deco. La délocalisation des commerçants ambulants est bien en lien étroit avec le nettoyage des façades, la rénovation de bâtiments.

♦ Centre ville accessible et sûr

La Prefeitura a également l'objectif ainsi de rendre le centre urbain plus accessible tant pour les automobilistes que les piétons. Les commerçants ambulants ne respectaient effectivement pas vraiment les distances prescrites entre les trottoirs, les bâtiments et les rues. C'est ainsi faciliter l'accessibilité et la sécurité du centre ville qui est visé.

♦ Visibilité accrue

Mais, en supprimant les commerçants ambulants, c'est également améliorer la visibilité urbaine. La présence des ambulants peut donner une impression générale de cahot, qui fait perdre les repères de l'espace urbain. Fixer les ambulants en un point repérable c'est ordonner la ville, la rendre plus lisible pour le piéton, l'automobiliste, le touriste, le consommateur... l'urbain.

2.2. Economiques

Outre les aspects urbanistiques et spatiaux, ce programme de délocalisation et relocalisation a également des finalités économiques, tant pour les commerçants formels qu'informels.

◆ Politique commerciale

La visibilité des enseignes étant meilleure et l'accessibilité aux boutiques commerciales renforcée, le commerce urbain central doit obtenir des chiffres supérieurs.

◆ Amélioration de la qualité des produits vendus

En délocalisant les commerçants ambulants et les relogant au sein de sites fixes présentant des conditions de confort indéniablement améliorés, la Prefeitura vise à contribuer à augmenter la qualité de la marchandise offerte, notamment alimentaire.

◆ Organisation

En fixant les commerçants au sein d'un même lieu, les conditions de logistiques et de transports doivent leur permettre d'améliorer les coûts et obtenir des économies d'échelle s'ils réussissent à s'organiser.

◆ Une volonté de formalisation

Au long terme, il est vaguement avoué la volonté de formaliser ces commerçants et prestataires de services de l'informels. A travers un regroupement au sein d'un même lieu, une fixation dans un boxe et un cadastre non formel, mais organisationnel, ce programme pourrait contribuer sur le long terme à faciliter la formalisation de ces acteurs économiques qui échappent aujourd'hui à toute fiscalité.

2.3. Sociaux

C'est également, à travers le choix de relocaliser les ambulants interdits de commercer dans les rues, une politique sociale de maintien de l'emploi et d'amélioration des conditions de travail.

◆ Maintien des emplois

A travers la volonté et le choix de relocaliser les commerçants "libres", en raison de l'interdiction maintenant "rigoureuse" de commercer dans les rues, la Prefeitura de Campina Grande s'engage dans une politique sociale de maintien de ces emplois, dont nous avons vu l'importance pour la population campinense, tant pour les commerçants que les consommateurs. Cela concernent près de 500 commerçants exerçant dans le centre ville qui vont pouvoir maintenir leur activité, maintenir et profiter d'un revenu dont nous pouvons rappeler le rôle pour la reproduction familiale, dans un contexte de chômage formel accru.

◆ Des meilleures conditions de travail

En fixant les commerçants en un lieu, la Prefeitura souhaite améliorer leurs conditions de travail et permettre à certains, selon l'emplacement aloué, de laisser leur marchandise sur place, de profiter de la sécurité d'un espace fermé et sécurisé, du confort d'un espace alimenté en eau et énergie.

2.4. Politiques

Mais, finalement, la finalité politique de ce projet est certainement la plus importante.

◆ La pression des commerçants

En effet, ce projet répond à la demande pressante des commerçants des rues concernées et de la chambre des commerçants qui les représentent. Les commerçants se plaignent avec force de la place occupée par ces « marchands libres », qui selon eux ne paient aucune charge sociale, offrent des prix défiant toute concurrence, allégés de la fiscalité puisque en dehors de tout contrat ; des marchands « libres » qui leur font concurrence, installés sur le trottoirs en face de leur vitrine, camouflant leurs magasins de la vue des piétons-consommateurs. C'est à la fois un objectif économique et surtout politique auquel répond la Prefeitura par ce programme, les commerçant représentant une force électorale importante.

◆ La demande des électeurs

C'est aussi répondre aux demandes des électeurs de la municipalité de Campina Grande. Les électeurs ne sont pas ces acteurs et consommateurs de l'informel mais bien la population de classe moyenne ou haute de Campina Grande. Cette population semble avoir besoin de plus de confort urbain, un confort urbain qui passe par le nettoyage des rues centrales encombrées par les ambulants envahissant trottoirs et places, s'appropriant l'espace public.

◆ Le centre, une vitrine de la ville

L'objectif de la Prefeitura est également de modeler l'image de la ville de Campina Grande. Le modelage de la ville passe par l'aspect des espaces publics centraux. En réunissant les commerçants ambulants, dont l'aspect ne connote en aucun cas le modernisme, la Prefeitura procède au nettoyage et modernisme de la ville et notamment du coeur urbain.

3. Réalisation

La relocalisation des commerçants ambulants a lieu sur trois sites, localisés au coeur même de Campina Grande, sur l'Avenue Floriano Peixoto :

- Le **Shopping Popular "Edson Diniz"** : ancien commerce Lobras que la ville a acheté.
- les **Arccas** (Áreas de Comercialização e Cultura ao Ar Livre) **Titão**, ancien bar et **Catedral**, terrain privé que la ville a également acquis.

Pour chacun des sites, un **administrateur** est présent quotidiennement afin de gérer les problèmes quotidiens, coordonner le personnel de sécurité et de nettoyage, régler les relations entre les commerçants et la Municipalité.

L'administrateur a également en charge la gestion des contrats des commerçants. En effet, pour la première fois, les commerçants ambulants, doivent signer un contrat de concession avec la municipalité et accepter une série de clauses d'utilisation de l'espace mis a disposition par la Prefeitura. Ce **contrat** est envisageable pour trois ans et est renouvelable. Il est approuvé par la Direction du Secrétariat des Finances et celle du Secretariat au Plan.

3.1. Le Shopping Popular

♦ Localisation



La localisation du Shopping populaire, que la population nomme également le Camelodrome (camelôs étant l'appellation de ces commerçants ambulants) a été choisie en fonction du flux important de piétons.

Ainsi il est situé dans l'angle de l'Avenue Peixoto et la rue Herval, face à la Place Bandeirantes, point de rencontre urbain important et à proximité des arrêts de bus desservant le centre ville.



Photo 23 : Façade ouverte Shopping Popular, face à la Place des Bandeirantes

Le flux de piétons nécessaire au bon fonctionnement du shopping doit être garanti par la localisation.

◆ Structure

Conçue par une équipe d'architectes de São Paulo, la structure du shopping est composée de 4 étages :

- Un **sous-sol** ouvert sur l'avenue F. Peixoto que l'on accède par un escalier intérieur et par l'extérieur, la façade étant entièrement ouverte sur la rue,
- La façade du **rez-de-chaussée**, face à rue R.M. Herval, est également entièrement ouverte sur la rue, ce qui facilite l'attrait et l'entrée des clients.
- Le **premier et deuxième étages** sont accessibles par un escalier intérieur, ainsi qu'un escalator.

De couleur vives (jaunes et bleu, pour les vitres) et d'architecture ondulée, le bâtiment est visible et repérable par piétons et clients. Il est devenu un véritable repère urbain du centre ville de Campina Grande.

Au centre de cette structure, l'entrée de la lumière est facilitée, les premier et deuxième étages profitant d'un patio ouvert sur les différents niveaux du bâtiments.



Photo 24 : Patio interne, banderole de publicité

D'après les données de l'IPSEM (Instituto de Previdência do Servidor Municipal) qui administre les lieux pour le compte de la municipalité, 330 emplacements sont réservés aux « camelôs ». Leur superficie varie entre 2.25 m² et 4 m². Tous les boxes sont numérotés, nommés. Ils sont aujourd'hui tous occupés.



Photo 25 : allée Shopping Popular, Boxes normalisés

♦ Organisation

L'IPSEM est donc l'autarquia municipal administratrice des lieux depuis début 2003. La Prefeitura étant en dette auprès de l'IPSEM, elle lui a confié l'administration et les recettes dégagées.

A priori, les camelôs ne peuvent occuper qu'un seul box. Cependant, dans les faits, nous avons observé l'occupation de deux emplacements par certains commerçants, plus fortunés, intégrés au syndicat ou profitant de plus de pouvoirs.

Chaque emplacement leur revient à R\$ 80,00 pour les plus grands, R\$ 30,00 pour les plus petits.²⁶

²⁶ soit environ entre 9 et 24 Euros.

Les commerçants du Shopping Popular sont organisés en association, contrairement aux Arccas. Elle vient d'être créée afin de renforcer leur autonomie et leur organisation. Elle doit régler la récolte de la taxe de condominio (énergie, eau, nettoyage, sécurité etc), répondre aux problèmes quotidiens sans qu'interviennent l'IPSEM. Responsabilisés, les commerçants doivent, selon l'administrateur, s'impliquer dans la gestion de cet espace qui est le leur. Cependant, aujourd'hui personne ne veut assumer la présidence de l'association.

Au sein du Shopping Popular existe également le syndicat des camelôs, qui a eu un rôle très important lors de la négociation des emplacements. Il est aujourd'hui refusé par la plupart des commerçants, qui déplorent ses activités « malsaines ». Le syndicat n'a aucun lien avec l'association créée. Seulement une dizaine de commerçants y est intégrée.

◆ Type de produits

Les produits vendus au sein du Shopping popular sont essentiellement des produits de confection, des accessoires (sacs, ceintures, chaussures, accessoires de beauté...), des produits divers importés (bijouterie, accessoires téléphonie...), des cd piratés etc.

L'homogénéité des produits vendus et des prix affichés est impressionnante.

Le deuxième étage se distingue par son espace restauration : sandwicherie et restauration-self service et un espace de vente réduite.



Photo 26 : 3ème étage du Shopping Popular, espace restauration

3.2. Arccas Catedral

◆ Localisation



Les Arccas Catedral sont localisées également sur l'Avenue Floriano Peixoto mais plus à l'Est. Face à la Cathédrale et à des arrêts de bus importants, contigüe au Supermarché Bompreço, l'emplacement paraît relativement stratégique, assurant un certain passage quotidien.

Photo 27 : Allée Arccas Catedral, structures démontables

Les Arccas Catédral rejoignent l'Avenue Floriano Peixoto et la rue Peregino de Cavalho.



◆ Structure

Les Arccas Catedral sont administrées par les services urbains de la ville de Campina Grande. D'après leurs données, 185 boxes sont disponibles mais seulement 120 sont occupés.

L'aire est composée de deux ensemble : l'un couvert et l'autre, plus précaire à l'extérieur. Les Arccas Catedral s'étagent sur trois niveaux : l'un au niveau de l'avenue Peixoto, un étage intermédiaire et un dernier étage face à la rue Peregino de Cavalho.

♦ Organisation

Les prix prévus des emplacements s'échelonnent entre R\$ 15,00 pour les structures les plus rudimentaires à R\$ 60,00 pour les structures fixes et couvertes²⁷.

Cependant, un an après l'ouverture des Arccas, l'administrateur des lieux nous avoue que les camelôs ne paient encore aucune charge. Les motifs de ce non paiement serait l'impossibilité pour la Prefeitura de prélever une quelconque somme compte tenu de l'insatisfaction générale des camelôs et de leur incapacité financière.

Il n'existe ni syndicat, ni association, ni coopérative. Les camelôs disposent seulement d'une commission composée de 6 représentants élus (un représentant par type d'activité). La commission a pour objectif de faire resurgir les différents problèmes et besoins auprès de l'administrateur.

♦ Types de produits

La partie couverte regroupe des boxes réservés à la confection et accessoires ainsi que la vente de produits importés divers. Est également présent un espace de restauration.

La partie non couverte, plus importante, réunit les vendeurs de fruits et légumes, racines et autres produits frais.

²⁷ Soit entre 4.5 et 18 Euros.

3.3. Arccas titão

◆ Localisation



Les Arccas Titão sont également situés sur l'Avenue Peixoto, mais plus à l'Ouest. Elles sont également situées face à un arrêt de bus important.

Photo 28 : Enseigne signalant entrée Arcca litão (Av. F. Peixoto)

Elle rejoignent l'Avenue 13 de Maio, où se concentrent les principaux restaurants de Campina Grande.



◆ Structure

Les ARCAS Titão sont également administrés par les services urbains de la ville. L'administrateur nous a informé qu'existaient 104 boxes au sein des ARCAS Titão. Cependant l'ensemble de l'espace face à l'avenue 13 de Maio est vide. Les ARCAS s'étagent sur 4 niveaux.



Photo 29 : Les trois niveaux des Arccas Titão

♦ Organisation

Les prix fixés sont entre R\$ 12,00 et R\$ 60,00 selon les emplacements. Cependant, comme pour les Arccas Catedral, aucun camelô ne paie. Le motif de ce non paiement, d'après l'administrateur serait l'incapacité des camelôs à payer quelque charge étant donné le mauvais fonctionnement et les mauvaises recettes engendrées.

Les Arccas Titão ne dispose ni d'association, ni de coopérative, ni de syndicat ni de commission représentative.

♦ Types de produits vendus

Les produits vendus sont essentiellement alimentaires fruits et légumes, racines, herbes, confectons, disques etc. Quelques boxes de confectons et de ventes de CD se détachent.



Photo 30 : Vendeur Fruits et Légumes,
Propreté et ordre des lieux

Un espace restauration est également présent, avec l'installation d'une zone en extérieure destinée aux clients (tables et sièges en pierres).



Photo 31 : Espace Restauration

4. Les conséquences

La délocalisation des ambulants a eu des impacts autant urbanistiques, sociaux, qu'économiques.

4.1. Les modifications ou permanences spatiales et urbanistiques

◆ « nettoyée », « agréable », « lisible »

Depuis le départ des commerçants ambulants, les rues du centre ville sont effectivement plus aérées et plus accessibles. L'espace urbain est plus lisible et, selon les témoignages de piétons, la promenade y est incontestablement plus agréable et facile. Contrairement à de nombreuses villes brésiliennes et, notamment nordestines, les trottoirs sont aujourd'hui libres à Campina Grande. L'aspect de la ville est différente. Les camelôs s'étaient **appropriés les espaces publics**. Aujourd'hui les espaces publics centraux campinenses appartiennent de façon plus importante au piéton (et à l'automobiliste). De manière subjective, il est possible de qualifier le centre ville de « plus agréable », du point de vue du piéton et des commerçants formels.



Photo 32 : Allée Arccas Titão montre un certain ordre et une lisibilité.

Au sein même des espaces, les allées des Arccas sont larges, les boxes normalisés et alignés. La visibilité et la compréhension des lieux est simple. Au sein du Shopping Popular, les allées sont relativement étroites mais l'espace est organisé. Les boxes sont normalisés. Le lieu est ordonné. L'ancien désordre apparent et l'agitation ont laissé place à des ambiances plus organisées et calmes.

♦ Homogénéisation des espaces

En fixant les ambulants dans un lieu précis et en organisant l'espace, la municipalité de Campina Grande homogénéise ces espaces publics. Effectivement, alors que la présence de camelôs dans les rues différenciaient les espaces urbains et démontraient une hétérogénéité des pratiques et des espaces de la ville de Campina Grande, les sites aujourd'hui présents à Campina Grande se rapprochent, sans l'être vraiment, des centres commerciaux, pour le shopping populaire (qui en a d'ailleurs le nom de « shopping ») et de halles formelles pour les Arccas.

« Comme si c'était formel », comme le témoigne une commerçante du Shopping Popular, les espaces structurés par la Prefeitura, ont aujourd'hui un nom, des horaires d'ouvertures et de fermeture, le confort des lieux formels (toilettes, espace restauration, cabines d'essayage, un service de sécurité et de nettoyage permanent), des pratiques de commerçants formels (la marchandise des commerçants qui bénéficient de boxes fermés restent sur les lieux, modalités qui donnaient le nom même d'ambulants à ces commerçants etc...)

♦ Permanence d'ambulants dans le centre ville

Alors que le cadastre municipal comptabilisait 700 commerçants ambulants dans les rues concernées par le projet de revitalisation urbaine, seuls 496 ont été relocalisés. On peut donc observer que des commerçants ambulants sont encore présents sur les trottoirs. La municipalité, consciente du manque de place, avoue la tolérance accordée à certains, notamment les fiteiros (vendeurs de cigarettes, journaux et revues, cireurs de chaussures etc).

De plus, on observe que les commerçants ambulants retrouvent leurs droits dans les rues du centre ville à partir de 18h quand les commerces ferment et que shopping et arccas doivent fermer leurs portes. En effet, les rues se retrouvent appropriées par les vendeurs de fruits et légumes qui arrivent du marché central avec leurs brouettes pleines de marchandises. Les sandwicherie mobiles viennent également répondre à une demande des salariés qui finissent leur journée de travail.



Photo 33 : Les brouettes envahissent à nouveau les rues à la tombée de la nuit.

4.2. Les changements sociaux

La prise en compte de ces acteurs de l'informel a eu des conséquences au niveau social.

- ♦ Des ambulants aux camelôs sans protection sociale

Alors que l'essence même du commerçant ambulant était de ne pas disposer d'une installation fixe, aujourd'hui, la pratique des camelôs, tels qu'ils sont actuellement nommés, est différente. Les ambulants "ne déambulent" plus entre leur domicile et leur lieu de travail avec la marchandise. Ils profitent d'un lieu sûr et fixes pour laisser leurs produits. Mais leur condition d'informel n'a pas changé, toujours sans payer de cotisations ni recevoir des droits sociaux tels que la sécurité sociale et la retraite.

♦ Une certaine reconnaissance

D'après les témoignages recueillis, il apparaît qu'à travers ce programme, les commerçants informels ont acquis une certaine reconnaissance tant de la part des piétons-consommateurs que des équipes municipales. Ils ont aujourd'hui un espace qui leur est propre. L'administrateur des Arccas Catedral :

« Alors qu'ils n'avaient aucun statut, aucune reconnaissance, les camelôs ont gagné aujourd'hui en dignité, confort d'installation, conditions de travail. »

♦ Organisation

Alors que dans la rue, les commerçants ambulants ne disposaient d'aucune organisation particulière pour défendre leurs droits, pour porter leurs réclamations et pour organiser leur quotidien, aujourd'hui, une démarche d'autonomisation de ce groupe social semble en marche. Organisés en association et/ou membres de commission, il leur est plus aisé aujourd'hui d'obtenir force et réponse dans les jeux de pouvoirs et la défense de leurs intérêts.

♦ Amélioration des conditions de travail inégale

Les commerçants du Shopping Popular avouent bénéficier aujourd'hui de conditions de travail plus agréables. Au sein d'un espace couvert, protégeant la marchandise des intempéries, la pratique de leur activité est moins précaire que dans la rue.

Cependant, pour les commerçants des Arccas, mise à part la fixation en un lieu précis, la fragilité de leur structure en bois et en toile est identique. Leurs marchandises souffrent toujours des conséquences liées au soleil et à la pluie campinense et ne profitent pas des conditions d'hygiène souhaitées.

♦ Relation avec la Prefeitura

Les anciennes pratiques en dehors de toute intervention publique étaient, il est vrai dépendante de la tolérance ou non de la Prefeitura. Aujourd'hui une autre dépendance est née. Comme la Municipalité a commencé à intervenir, chacun attend encore plus et se sent le droit de réclamer. C'est peut-être ce que Latouche nommait le paternalisme et la fabrication d'une « mentalité d'assisté ».

Une vendeuse en confection pour enfants du Shopping Popular avoue souffrir de « l'abandon de la Prefeitura » face aux problèmes actuels qu'elle rencontre, comme la baisse de son chiffre d'affaires.

D'autres, plus en colère, s'indignent de la manière dont le projet a été mené et dont la Prefeitura réagit. Un propriétaire d'une sandwicherie des Arccas Titão :

« Il est nécessaire de penser un projet avant de le mettre en place, ces architectes de São Paulo se sont pressés sans demander notre avis, sans penser aux petites choses qui peuvent améliorer notre commerce, comme ces trois mètres de pelouse qui pourraient me permettre de faire une petite terrasse face à la rue et qui aujourd'hui ne servent à rien ! »

Un autre, vendeur de produits importés aux Arccas Cathedral regrette que la Prefeitura se soit attachée à réaliser le projet tel qu'il était planifié. Selon lui, elle a offert cette opportunité de relocalisation et ne se préoccupe pas aujourd'hui de savoir si cela fonctionne ou pas. Il continue sur les attentes qu'il a aujourd'hui vis à vis de l'AMDE et de la Prefeitura en matière d'accompagnement technique et de gestion.

4.3. Modifications de la relation marchande

◆ Nouvelle conditions de vente

Aujourd'hui, le client doit avoir l'intention d'entrer dans ces espaces quasi-fermés. Ainsi, une fois rentré, il s'approche du commerçant avec le désir d'acheter. Le commerçant n'a plus l'utilité d'user de stratagèmes de vente pour alpaguer le client qui passait furtivement dans la rue.

◆ Nouvelle clientèle

Le type de clientèle accueillie est beaucoup plus vaste, notamment dans le Shopping Popular. Aujourd'hui tout type de catégorie socio-professionnelle se rencontre dans cet espace commercial. Alors que certains pouvaient avoir honte d'acheter un vêtement ou autre objet personnel dans la rue, aujourd'hui le shopping popular dispose d'un minimum de discrétion et de confort (cabine d'essayage, espace clos) qui facilitent l'achat en toute pudeur. Ainsi, le shopping popular, mais également les Arccas, brassent aujourd'hui une population hétéroclite et hétérogène, tout en restant majoritairement, telle que le nom le fige, « populaire ».

4.4. Résultats mitigés au niveau économique

Les résultats économiques sont mitigés et dépendent de la localisation de chacun des commerçants. Le Shopping Popular remporte un succès plus vif que les Arccas qui rencontrent des difficultés importantes. Certains avouent que leur revenu mensuel a été divisé par trois par rapport au travail effectué dans la rue.

◆ Problème d'attractivité des Arccas

Les Arccas, notamment les Arccas Catedral, rencontrent un important problème d'attractivité lié notamment au changement de la configuration de l'échange commercial. Le client doit avoir l'intention d'acheter pour entrer dans cette aire commerciale. Or les Arccas Catedral souffrent, d'après l'administrateur et les commerçants interrogés, d'un **manque de publicité**, contrairement au Shopping Popular et aux Arccas Titão. Les lieux sont encore peu connus du public, l'enseigne est peu visible.

De plus, contrairement aux Arcas Titão spécialisés dans les fruits et légumes et le Shopping Popular dans la confection et les produits divers, les Arcas Catedral sont mixtes. Leur partie couverte confection et produits divers est très peu visible et accessible et peu connue du public.

◆ Blocage culturel

Les résultats économiques mitigés peuvent également s'expliquer par la lenteur des modifications des pratiques sociales. Les campinenses ne sont pas encore habitués à user et pratiquer les lieux. Du temps est nécessaire pour véritablement se rendre compte de l'efficacité économique et sociale de ces nouveaux espaces informels « normalisés », fixes et organisés.

◆ Homogénéisation des produits vendus et des modes de vente

Au sein du Shopping Popular, nous l'avons vu, les produits vendus sont relativement homogènes. Ainsi, alors que le degré de satisfaction des commerçants du sous-sol et du rez de chaussée est relativement important, le premier étage et le second étage de cette aire commerciale souffrent d'un

manque de fréquentation. La fréquentation moyenne du sous-sol est de 1500 personnes par jours. En revanche, le deuxième étage compte environ 800 personnes par jours.

Les produits vendus sont les mêmes, les clients ne font pas l'effort de monter à ces étages. Ceci s'explique également par le manque de publicité faite au sein même de l'espace concernant les produits vendus à ces étages.



Photo 34 : File d'attente au guichet de la SITRANS, société de transport urbain Campinense

Pour remédier à ce problème, la municipalité vient d'installer un point de vente des tickets de transports urbains au dernier étage pour diversifier les services rendus par cet espace et attirer les clients potentiels jusqu'au dernier étage. Une hausse de

la fréquentation est effectivement observée sans savoir si ces usagers des transports urbains campinenses sont également clients et consommateurs du Shopping Popular.

Aujourd'hui, contrairement aux pratiques de la rue, il est observé que les commerçants, contrairement à leurs anciennes pratiques, n'usent pas de stratégies de vente particulières et de prix différenciés. L'administrateur du Shopping Popular avoue que non seulement, ils n'usent pas de créativité et d'ingéniosité pour se différencier mais, des concurrences, des jalousies déjà présentes dans la rues, sont transférées dans cet espace et empêchent toute union.

5. Projets

Le programme de délocalisation / relocalisation des commerçants ambulants du centre ville est à sa première phase. Des projets, de petite ou moyenne ampleur, sont prévus pour améliorer la situation actuelle ou développer l'intervention auprès des informels.

5.1. Publicité

Tout d'abord, étant donné les problèmes d'attractivité que connaissent certains commerçants, il est prévu d'améliorer la publicité.



Photo 35 : Type de publicité actuel au sein du Shopping Popular

Que ce soit au sein même de la structure, notamment du Shopping Popular, ou en externe, la publicité demeure modeste. Actuellement, pour attirer les clients au premier et deuxième étage, la publicité présente se

résume à une banderole dans l'escalier. Les commerçants réclament plus et l'IPSEM, qui administre le Shopping Popular a prévu de s'attacher à ce problème.

Les Arccas, notamment Cathedral, se plaignent également du manque de publicité et de visualisation du site. En effet, contrairement aux Arccas Titão, l'enseigne marquant l'entrée des lieux est peu visible. L'AMDE, dont l'objectif est de soutenir les petits commerçants et producteurs, en partenariat avec la Banque du Nordeste, est intervenu et a prévu de participer à l'installation du plaque qui permettrait d'améliorer la visualisation et la divulgation de l'endroit. Est également prévu de multiplier la diffusion de messages informatifs dans les médias.

5.2. Organisation des commerçants

L'organisation des commerçants est importante pour tenter de se détacher de la dépendance vis à vis de la Prefeitura et d'améliorer la gestion des problèmes quotidiens. Les Arccas Titão ne se sont pas encore organisées, mais à court terme, une organisation en association est prévue. De même, l'administrateur du Shopping Popular incite aujourd'hui les commerçants réduire le sentiment de concurrence et de renforcer leur union.

A l'image des marchés publics de la ville, des organismes comme l'AMDE ou encore les administrateurs des lieux travaillent pour renforcer l'autogestion des commerçants. Les réunions avec la Prefeitura et des commissions de commerçants devraient également être multipliées.

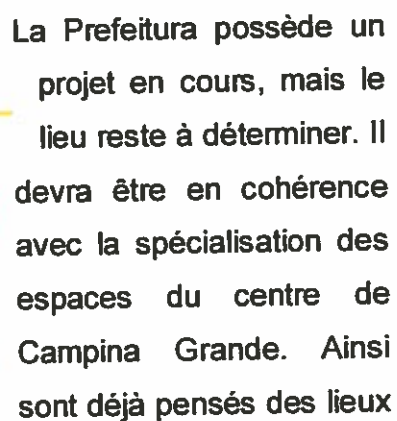
Il semble important de reconnaître le statut des commerçants, les difficultés qu'ils rencontrent lors de l'exécution de leurs activités. L'intervention des pouvoirs publics avec ce programme de délocalisation et relocalisation des ambulants a amélioré cette situation, mais des efforts sont encore à faire, tant de la part des commerçants que des acteurs publics.

5.3. Formalisation

Intervenir sur l'organisation ne signifie pas formaliser. Aujourd'hui les sites, nous l'avons vu, se rapprochent des lieux formels que l'on peut trouver à Campina Grande. Cependant, même « si c'est comme », aujourd'hui les commerçants concernés sont toujours des commerçants de l'informel. Ils ne sont toujours pas inscrits au cadastre national. Certains confondent l'inscription au cadastre municipal, qui n'a aujourd'hui la fonction que de les comptabiliser et localiser et l'enregistrement national qui entraîne le paiement de taxes et la couverture sécurité sociale et retraite.

Le personnel municipal nous a avoué la volonté municipale, à longs termes, de formaliser ces commerçants. L'organisation actuelle permet de faciliter cette formalisation. Cependant, l'équipe de l'AMDE, particulièrement concernée par cette population, est consciente des difficultés et avoue que cela ne constitue pas encore une priorité.

Dans une deuxième phase, est prévue la délocalisation des commerçants ambulants de la Rue João Pessoa, spécialisés dans la vente de produits divers (ferrailles, petits électro ménagers etc.) actuellement tolérés. Elle constitue la seule rue aujourd'hui du cœur urbain de Campina Grande dont les trottoirs sont occupés de manière inchangée par les commerçants ambulants.



102

L'informel est présent partout à Campina Grande, dans l'ensemble du tissu urbain. On peut généraliser cette donnée à l'ensemble des villes du Nordeste.

La ville nordestine est également caractérisée par une certaine division spatiale, à l'image de la division sociale très prégnante. Ainsi des espaces commerciaux, essentiellement périphériques se distinguent, destinés à une population plus aisée.

A travers le Plano diretor et le Código de Posturas, on s'aperçoit que la Prefeitura de Campina Grande prend en compte dans sa planification urbaine les acteurs de l'informel.

Même si elle édicte des règles et d'objectifs, elle fait preuve essentiellement de tolérance.

Depuis la délocalisation des commerçants ambulants du Centre ville en Janvier 2002, le visage du cœur urbain campinense s'est modifié considérablement au bonheur des commerçants formels et des piétons. Du point de vue des camelôs, certains bénéficient certes de conditions de travail meilleures, mais ils n'ont pas tous réussi à s'adapter aux configurations du nouvel échange commercial, de même que la population ne s'est pas encore accoutumée à ces lieux.

Cependant, ce projet fait preuve d'une nouvelle prise en compte par les acteurs publics locaux. Aujourd'hui plus que tolérer, ils structurent.

Bilan et conclusions

La présence de l'informel, soit ces acteurs et activités en dehors des cadres réglementaires et du contrat étatique, est particulièrement diffuse et importante dans les pays en développement. Dans le Nordeste brésilien, la situation est structurelle, ce visage économique et social est dominant. Alors que les politiques ne le prenaient pas en compte, le tolérait ou visaient à le faire disparaître, le contexte actuel est différent.

Au niveau national, les politiques prennent aujourd'hui en considération cette population et ces activités. Tel que le jugeait Penouil, les activités informelles participent d'une certaine manière au développement économique. Du moins, composant la majorité de la structure économique, elles maintiennent des occupations productives et engendrent des revenus de subsistance.

Au niveau local, les acteurs agissent concrètement, non pas dans l'objectif premier de formaliser mais de structurer. L'exemple de Campina Grande montre qu'une structure publique spécifique pour cette population permet d'aider et de soutenir ces acteurs fragiles et précaires.

Comme le soulignait Lautier, les économies formelles et informelles entretiennent des liens de complémentarité. Tout en disposant de structures municipales se préoccupant de son développement économique, la Prefeitura de Campina Grande dispose aujourd'hui de l'AMDE qui se préoccupe plus particulièrement de soutenir les acteurs de l'économie informelle. L'informel et le formel sont tous deux présents à Campina Grande, des structures différentes et complémentaires agissent.

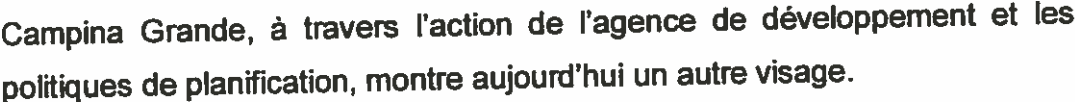
Alors que les programmes d'appui des années 80 ne concernaient essentiellement que les entreprises informelles rentables et productives, l'action de l'AMDE tente d'être plus large et de soutenir les petits travailleurs autonomes. De plus, elle tente de recenser au mieux les besoins de cette population, tant financiers, techniques qu'organisationnels. Enfin, l'AMDE est un acteur local, qui a une bonne connaissance de la réalité socioéconomique du terrain qui la préoccupe, contrairement aux nombreuses organisations internationales qui agissaient dans ces programmes d'appui.

Avec l'exemple de Campina Grande, on s'aperçoit de la politique de subsidiarité menée par le gouvernement brésilien qui rencontre des difficultés importantes pour répondre de manière concrète aux problèmes structurels dont des parties de son pays souffrent depuis des années. Cette action subsidiaire n'est pas seulement économique, elle est également sociale et spatiale.

En matière de planification urbaine, la municipalité de Campina Grande et principalement son coeur urbain, voit la structuration des espaces que les acteurs de l'informel s'étaient appropriés. Aujourd'hui, contrairement à la plupart des villes du Nordeste, des commerçants ambulants disposent d'un espace propre et d'une certaine reconnaissance. Non formalisée, leur action est structurée et organisée, sous l'impulsion de l'action publique.

Mise à la part la structuration de marchés périphériques, l'action planificatrice de Campina Grande est essentiellement centrale. Finalement, elle répond à un certain besoin des acteurs d'être pris en compte, reconnus par les pouvoirs publics. En organisant des sites, comme le Shopping Popular et les Arccas, les pouvoirs publics ont répondu, sans formaliser, à des attentes sociales : des commerçants, des piétons, des camelôs. Ces camelôs ont aujourd'hui tendance à se fondre dans des modèles dominants : leurs activités et leurs pratiques se rapprochent de celles des commerçants formels. Elles s'apparentent seulement, le shopping reste et restera populaire.

Campina Grande - Schémas



106

Table des matières

SOMMAIRE.....	1
INTRODUCTION	3
CHAPITRE 1.....	8
PRESENTATION DE L'ETUDE	8
I. « L'ARCHIPEL DE L'INFORMEL ».....	9
II. L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS DANS L'INFORMALITE.....	16
1. <i>L'économie du développement</i>	16
1.1. Les néoclassiques.....	17
1.2. Les structuralistes	17
2. <i>Le Renouvellement du paradigme de l'économie du développement : un développement alternatif ou une alternative au développement ?</i>	19
3. <i>L'intervention des pouvoirs publics et l'espace occupé par l'informel</i>	23
III. CONTEXTUALISATION	25
1. <i>Présentation générale du Nordeste brésilien</i>	25
1.1. Brésil : « terre de contrastes »	25
1.2. Organisation territoriale brésilienne	25
1.3. Nordeste : « enfant pauvre du Brésil »	28
1.4. Campina Grande aux portes du Sertão	29
2. <i>Informalité et politiques de développement au Brésil</i>	31
2.1. Structure de l'emploi au Brésil	31
2.2. Politique de développement	32
3. <i>Informalité et planification urbaine au Brésil</i>	33

CHAPITRE 2.....	37
ECONOMIE INFORMELLE ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT	37
I. POLITIQUES DU GOUVERNEMENT BRESILIEN	38
1. <i>Les politiques d'appui à l'économie informelle au Brésil.....</i>	38
2. <i>Les différents programmes nationaux mis en place.....</i>	39
2.1. "Brasil empreendedor" de Cardoso en 1999	39
2.2. "Fome Zero" de Lula, en 2002	40
2.3. Autres actions nationales.....	41
♦ Soutien au Microcrédit par les Banques nationales et internationales	42
♦ Programme de la Fundação G. VARGAS.....	43
II. LE ROLE DES POUVOIRS LOCAUX : LE CAS DE CAMPINA GRANDE.....	44
1. <i>Caractéristiques socioéconomiques campinenses.....</i>	44
1.1. Principaux secteurs économiques	44
1.2. Structure de l'emploi hétérogène.....	45
♦ des petites entreprises	45
♦ l'économie informelle	46
2. <i>Documents et acteurs du développement local de Campina Grande</i>	46
2.1. Les objectifs définis par le Plano Diretor.....	46
2.2. Les acteurs du développement.....	48
3. <i>Actions menées sur le municipe impulsées par la Banque Mondiale</i>	49
4. <i>Le rôle essentiel de l'AMDE</i>	50
4.1. Caractéristiques de cette stucture.....	50
4.2. Une aide globale à la population aux faibles revenus	51
CHAPITRE 3.....	53
ECONOMIE INFORMELLE ET PLANIFICATION URBAINE.....	53
I. ORGANISATION URBAINE DE CAMPINA GRANDE	54
1. <i>Historique du développement de Campina Grande.....</i>	54
2. <i>Le paysage urbain actuel</i>	56
3. <i>L'espace commercial</i>	59
3.1. L'espace commercial périphérique.....	59

♦ Centres commerciaux périphériques	59
♦ Marchés publics	60
♦ Les activités informelle commerciales et de services dans l'ensemble de la ville.....	65
3.2. Espace commercial central.....	66
♦ L'aire commercial central	66
♦ Les places et rues centrales : lieux de rencontre	66
♦ Les commerçants ambulants	67
♦ Marché public central	67
II. PLANIFICATION URBAINE A CAMPINA GRANDE ET PRISE EN COMPTE DE L'INFORMEL	69
1. Les documents de planification.....	69
1.1. O plano diretor	69
1.2. O codigo de Porturas	71
2. Projet de valorisation du centre ville.....	74
III. PROJET DE DELOCALISATION ET RELOCALISATION DES CAMELOS	77
1. Présentation du Projet.....	77
1.1. La délocalisation	77
1.2. La relocalisation.....	78
2. Objectifs.....	80
2.1. Urbanistiques	80
♦ Centre ville "nettoyé", ordonné, l'Art Déco valorisé	80
♦ Centre ville accessible et sûr.....	80
♦ Visibilité accrue	80
2.2. Economiques	81
♦ Politique commerciale	81
♦ Amélioration de la qualité des produits vendus.....	81
♦ Organisation	81
♦ Une volonté de formalisation.....	81
2.3. Sociaux	82
♦ Maintien des emplois.....	82
♦ Des meilleures conditions de travail.....	82

2.4.	Politiques	83
♦	La pression des commerçants	83
♦	La demande des électeurs.....	83
♦	Le centre, une vitrine de la ville.....	83
3.	Réalisation.....	84
3.1.	Le Shopping Popular	84
♦	Localisation	84
♦	Structure	85
♦	Organisation	86
♦	Type de produits	87
3.2.	Arccas Catedral.....	88
♦	Localisation	88
♦	Structure	88
♦	Organisation	89
♦	Types de produits.....	89
3.3.	Arccas titão.....	90
♦	Localisation	90
♦	Structure	90
♦	Organisation	91
♦	Types de produits vendus.....	91
4.	Les conséquences	92
4.1.	Les modifications ou permanences spatiales et urbanistiques.....	92
♦	« nettoyée », « agréable », « lisible »	92
♦	Homogénéisation des espaces.....	93
♦	Permanence d'ambulants dans le centre ville	93
4.2.	Les changements sociaux.....	94
♦	Des ambulants aux camelôs sans protection sociale	94
♦	Une certaine reconnaissance	95
♦	Organisation	95
♦	Amélioration des conditions de travail inégale.....	95
♦	Relation avec la Prefeitura	96

4.3.	Modifications de la relation marchande	97
♦	Nouvelle conditions de vente	97
♦	Nouvelle clientèle	97
4.4.	Résultats mitigés au niveau économique.....	97
♦	Problème d'attractivité des Arccas	98
♦	Blocage culturel	98
♦	Homogénéisation des produits vendus et des modes de vente	98
5.	<i>Projets</i>	100
5.1.	Publicité.....	100
5.2.	Organisation des commerçants	101
5.3.	Formalisation	101
5.4.	Autre projet de délocalisation: Rue João Pessoa	102
BILAN ET CONCLUSIONS		104
TABLE DES MATIÈRES		107
TABLES DES PHOTOS.....		112
BIBLIOGRAPHIE		113
ANNEXES.....		117

Table des photos

Photo 1 : Paysage du Sertão	p.28
Photo 2 : Vue de Campina Grande.....	p.30
Photo 3 : Les drapeaux do Maior São do Mundo	p.45
Photo 4 : Un petit atelier de fabrication de chaussures	p.45
Photo 5 : De nombreux acteurs de l'informel	p.46
Photo 6 : Pedregal, une favela au cœur de Campina Grande.....	p.57
Photo 7 : des façade salies, des fils électriques apparents.....	p.58
Photo 8 : Mercado central	p.58
Photo 9 : La foule du marché de la Prata.....	p.61
Photos 10,11 : Tous les âges travaillent.....	p.62
Photos 12,13,14 : Précarité des installations.....	p.62
Photo 15 : Boxes normalisés.....	p.63
Photo 16 : Efforts esthétiques des enseignes et des étales.....	p.64
Photo 17 : Présence bihebdomadaire de l'administrateur.....	p.64
Photo 18 : Nord de l'avenue Floriano Peixoto	p.66
Photo 19 : La Poste Arte Deco, Place des Bandeirantes.....	p.74
Photo 20 : Le Grand Hôtel, siège de la Prefeitura.....	p.75
Photo 21 : Rue Maciel Pinheiro	p.76
Photo 22 : Détail, façade Art Déco de la rue Maciel Pinheiro, repeinte.....	p.76
Photo 23 : Façade ouverte Shopping Popular (...)	p.85
Photo 24 : Pario interne, banderole de publicité	p.86
Photo 25 : Allée Shopping Popular, Boxes normalises	p.86
Photo 26 : 3ème étage, Shopping Popular, espace restauration	p.87
Photo 27 : Allée Arccas Cathedral, stuctures démontables	p.88
Photo 28 : Enseigne signalant entrée Arcca titão (Av. F. Peixoto)	p.90
Photo 29 : Les trois niveaux des Arccas Titão	p.90
Photo 30 : Vendeur Fruits et Légumes, Propreté et ordre des lieux.....	p.91
Photo 31 : Espace Restauration	p.91
Photo 32 : Allée Arccas Titão montre un certain ordre et une lisibilité.....	p.92
Photo 33 : Les brouettes envahissent à nouveau les rues (...).....	p.94
Photo 34 : File d'attente au guichet de la SITRANS (...)	p.99
Photo 35 : Type de publicité actuel au sein du Shopping Popular	p.100

Bibliographie

OUVRAGES

BASTIDE Roger, Brésil, Terre des contrastes, Ed. L'Harmattan, Paris, 1999 (1^{ère} Ed. 1957), 356 p..

CACERES-DUTERTRE Crisitina, « *Un District vigoureux dans une économie en détresse : le miracle Gamarra* » in La richesse des régions, la nouvelle géographie socio économique, sous la dir. de BENKO Georges et LIPIETZ Alain, Ed. Economie en Liberté, 2000.

DE SOTO Hernando, L'autre sentier : la révolution informelle dans le tiers monde, Paris, E. La Découverte, 1994.

DOMINGO Jean, Le Brésil : Puissance et faiblesse d'un géant du Tiers Monde, Ed. Bréal, Paris, 1991 (Coll. « Histoire et géographie économiques »), 204p..

DUROUSSET Eric, A qui profitent les actions de développement ? La parole consignée des petits paysans (Nordeste, Brésil), Ed. L'Harmattan, Paris, 2001, (Coll. « Recherche s et Document – Amériques Latines »), 177 p..

FURTADO Celso, Brève introduction au développement : une approche interdisciplinaire, Ed. Publisud, Paris, 1989 (coll. « Manuels 2000), 147p..

FURTADO Celso, Le Brésil après le miracle, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, 1987 (coll. « Brasilia »), 142p..

HUGON, Philippe, Économie du développement, Paris , Ed. Dalloz, 1989.

Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, sous la dir. de Georges COUFFIGNAL, Amérique latine 2000, Ed. La Documentation Française, Paris, 2000, p.246..

Etudes économiques de l'OCDE, Brésil – Economie Juin 2001, OCDE, 298p..

LARRAECHEA Ignacio et NYSENS Marthe, « *L'économie solidaire, un autre regard sur l'économie populaire au Chili* », in L'économie solidaire, une perspective internationale, sous la dir. de LAVILLE Jean-Louis, Ed. Desclée de Brouwer, Paris, 1994, (coll « Sociologie Economique »), pp.176-222.

LATOUCHE Serge, La Planète des naufragés, Essai sur l'après-développement, Paris, Ed. La découverte (coll. « essais »), 1991, 235p..

LAUTIER Bruno, L'économie informelle dans le tiers monde, Ed. La découverte, Paris, 1994, (coll. « Repères »), 125p..

MACHADO DA SILVA Juremir, Le Brésil, pays du présent, Ed. Desclée de Brouwer, Paris, 1999 (coll. « Sociologie du quotidien »), 216 p.

PEBAYLE Raymond, Le Brésil, Ed. PUF, Paris, 1992, (coll « Que sais-je ? »), 125p..

TAÏEB Eric, Economie et société brésilienne. Croissance ou développement ?, Ed. Nathan, Paris, 1989 (coll. « CIRCA »), 223p..

THERY Hervé, Pouvoir et territoire au Brésil, De l'archipel au continent, Paris, 1995, Ed. MSH, (coll. « Brasilia »), 232 p.

ARTICLES

E. ASSIDON, « Développement et Mondialisation - Le Sud, nouvelles réalités, nouvelles approches – Le renouvellement des théories de l'Economie du Développement », Cahiers Français, n°310, p. 18.

ELIAS DE CASTRO Ina, WANIEZ Philippe, « Les finances locales comme révélateur de la croissance et des blocages territoriaux au Brésil », in Problèmes d'Amérique Latine, Ed. La Documentation française, n°45 Été 2002, pp. 53-73.

GOIRAND Camille, *Le Brésil de F.H. CARDOSO : entre crise et réformes*, in Problèmes d'Amérique Latine, Ed. La Documentation française, n°45 Été 2002, pp. 7-31.

SACHS Ygnacy, «Desenvolvimento humano, trabalho decente e o futuro dos empreendedores de pequeno porte», in Revista SEBRAE, n°6 – Setembro-Outubro 2002, pp. 14-48.

SCHMIDT Benicio, *Brésil « L'indécision brésilienne »* in Problèmes d'Amérique latine, Ed. La Documentation française, n°9 Avril-Juin 1993, pp. 3-14.

THESES

OLIVEIRA CHARA Rômulo, La réforme de l'Etat : administration et politique au Brésil, 1999, Thèse de Doctorat de Science politique, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 446 p.

LISBOA THEODORAO Mário, L'intervention étatique sur l'informel au Brésil, 1998, Thèse de Doctorat d'Economie, Université Paris-I, 370 p..

MALAGUTI Manuel Luiz, Le salariat incontesté – une approche du monde du travail a Campina Grande – Bresil, 1992, These de Doctorat de Sciences Economiques, Universite de Picardie, 647 p..

MALAGUTI Manuel Luiz, Miséria, trajetória ocupacional e representação social (o caso de Campina Grande – Brasil), 1993, These de habilitação ao concurso para professor titular, Departamento de Economia e finanças, Universidade Federal da Paraíba, Campina Grande, 62 p..

DOCUMENTS DE PLANIFICATION

SEPLAN, Plano Diretor da Prefeitura de Campina Grande, 1996.

SEPLAN, Códigos de Posturas de Campina Grande, 1983

SITES :

www.ceape.org.br

www.bndes.org.fr

Annexes

Anexo 1 : Dados demográficas

População e ratio de sexo do Estado da Paraíba e do Município de Campina Grande, 1980-2000

Ano	Paraíba			Campina Grande			Razão de Sexos	
	Total	Homens	Mulheres	Total	Homens	Mulheres	Paraíba	C. Grande
1980	2.770.176	1.334.837	1.435.339	247.820	116.000	131.820	93	88
1991	3.201.114	1.546.557	1.654.557	326.307	152.930	173.377	93	88
1996	3.305.616	1.599.386	1.706.230	340.412(*)	160.327	180.085	94	89
2000	3.436.718	1.671.978	1.771.847	355.331	168.236	187.095	94	90

Fonte : IBGE - Censos Demográficos - 1980/1991/2000
 IBGE - Contagem da População - 1996
 (*) Excluída a população de Boa Vista

Taxa de crescimento da população municipal de Campina Grande, 1980-2000

População	Ano Censitário				Taxa de Crescimento			
	1980	1991	1996	2000	1980/91	1991/96	1996/00	1991/00
Total	247.820	326.307	340.412	355.331	2,53	0,85	0,99	0,91
Urbana	228.171	307.468	*	337.484	2,75	*	*	1,00
Rural	19.649	18.839	*	17.847	-0,38	*	*	-0,60

Fonte : IBGE - Censos Demográficos - 1980/1991/2000 IBGE -
 Contagem da População - 1996

Estimação da população municipal de Campina Grande, 2001-2010

População	Ano					
	2001	2002	2003	2004	2005	2010
Total	357.558	361.089	364.656	368.257	371.894	390.626
Urbana	339.822	343.460	347.133	350.840	354.582	373.828
Rural	17.736	17.629	17.523	17.417	17.313	16.798

FONTE: Estimativas SEPLAG - Secretaria de Planejamento e Gestão, Departamento de Informação

Media dos ativos ocupados por empresas, Campina Grande, 1997

FUNDAÇÃO	EMPRESAS		PESSOAL OCUPADO		MÉDIA DE PESSOAS OCUPADAS POR EMPRESA
	f	%	F	%	
Sem Pessoal Ocupado	303	2,0	*	*	*
1 a 4	4.145	28,0	7.439	16,3	1,8
5 a 9	687	4,6	4.472	9,8	6,5
10 a 19	342	2,3	4.639	10,2	13,6
20 a 29	129	0,9	3.082	6,8	23,9
30 a 49	85	0,6	3.161	6,9	37,2
50 a 99	65	0,4	4.471	9,8	68,8
100 a 249	35	0,2	5.577	12,2	159,3
250 a 499	10	0,1	3.712	8,1	371,2
500 a 999	*	*	*	*	*
1.000 ou mais	9.014	60,8	9.014	19,8	1,0
TOTAL	14.815	100,0	45.567	100,0	3,1

Fonte : IBGE, Cadastro Central de Empresas-1996 e Malha Municipal Digital do Brasil - 1997

Numero das empresas e ativos ocupados de Campina Grande , 1997

RAMO DE ATIVIDADE	EMPRESAS		PESSOAL OCUPADO		MÉDIA DE PESSOAS OCUPADAS POR EMPRESA
	f	%	f	%	
Agricultura, Pecuária, Silvicultura e Exploração Florestal	32	0,6	119	0,3	3,7
Indústrias Extrativistas	15	0,3	115	0,3	7,7
Indústrias de Transformação	788	13,8	10.209	22,4	13,0
Produção e Distribuição de Eletricidade, Gás e Água	8	0,1	1.005	2,2	125,6
Construção	157	2,7	1.260	2,8	8,0
Comércio, Reparação de Veículos Automotores, Objetos Pessoais e Domésticos	3.336	57,5	11.935	26,2	3,6
Alojamento e Alimentação	203	3,5	1.141	2,5	5,6
Transporte, Armazenamento e Comunicação	148	2,5	2.362	5,2	16,0
Intermediação Financeira	42	0,7	773	1,7	18,4
Imobiliárias, Aluguéis e Serviços Prestados às Empresas	373	6,4	2.138	4,7	5,7
Administração Pública, Defesa e Seguridade Social	6	0,1	6.472	14,2	1.078,7
Educação	173	3,0	3.422	7,5	19,8
Saúde e Serviços Sociais	167	2,9	2.681	5,9	16,1
Outros Serviços Coletivos, Sociais e Pessoais	356	6,1	1.935	4,2	5,4
TOTAL	5.804	100,0	45.567	100,0	7,9

Fonte : IBGE, Cadastro Central de Empresas-1996 e Malha Municipal Digital do Brasil - 1997

Densidade demográfica do Estado da Paraíba e do Município de Campina Grande, 1980-2000

Ano	População Total		Densidade Demográfica	
	Paraíba	C. Grande	Paraíba	C. Grande
1980	2.770.176	247.820	51,3	227,4
1991	3.201.114	326.307	59,3	299,4
1996	3.305.616	344.730	61,3	316,3
2000(*)	3.443.825	355.331	63,7	549,7

Fonte : IBGE - Censos Demográficos - 1980/1991/2000

IBGE - Contagem da População - 1996

Anuário Estatístico - Área da Paraíba = 53.958 Km2

Área de Campina Grande = 1.089,9 Km2

(*) Área de Campina Grande = 644,1 Km2 (Emancipação do distrito de Boa Vista)

Composição da população total, população da idade de trabalhar e ocupação formal, Campina Grande

Segment	1991	1996	2000
População total	326.307	344.730	355.331
População da idade de trabalhar	249.239	273.949	287.396
População empregada formalmente	35.157	37.663	42.839

Fonte : IBGE et Ministère du travail.

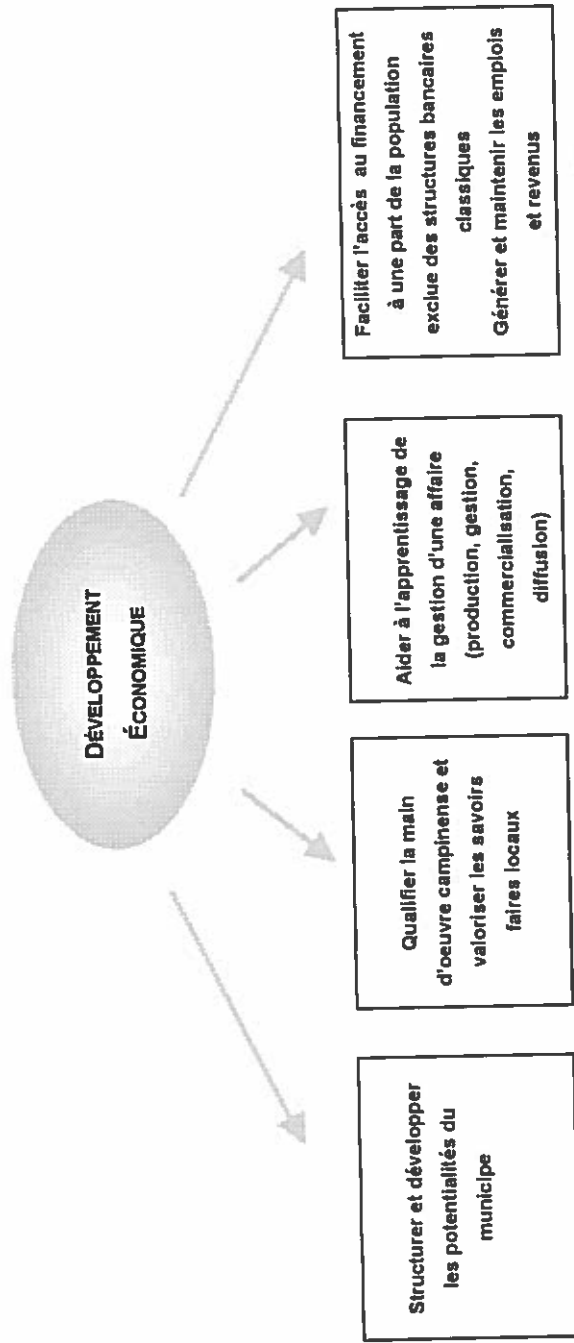
Media dos ativos ocupados por empresas e anos de fundação, Campina Grande, 1997

FUNDAÇÃO	EMPRESAS		PESSOAL OCUPADO		MÉDIA DE PESSOAS OCUPADAS POR EMPRESA
	f	%	F	%	
Até 1969	232	4,0	6.568	14,4	28,3
De 1970 a 1974	213	3,7	3.346	7,3	15,7
De 1975 a 1979	313	5,4	10.389	22,8	33,2
De 1980 a 1984	515	8,9	4.045	8,9	7,9
De 1985 a 1989	1.243	21,4	6.767	14,9	5,4
De 1990 a 1994	2.100	36,2	10.762	23,6	5,1
De 1995 em diante	1.188	20,5	3.690	8,1	3,1
TOTAL	5.804	100,0	45.567	100,0	7,9

Fonte : IBGE, Cadastro Central de Empresas-1996 e Malha Municipal Digital do Brasil - 1997

Annexe : Objectifs – Actions – Programmes AMDE

OBJECTIF GENERAL



OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

ACTIONS

Financement pour augmenter le capital circulant et les petits équipements

Stimuler au contrôle des comptes
Cours de marketing-communication
Etudes de marche, travail sur l'identité visuelle des produits et de l'entreprise

Cours d'artisanat (cuir, art floral, etc...)

Assistance technique favorisant l'émergence de produits et processus productifs innovants
Renforcement des producteurs participants aux secteurs productifs traditionnels

PROGRAMMES

Microcrédit
Structuration des groupes organisés

Microcrédit,
Design et étude de marché,
Programme de Qualification

Projet Digna
Programme de Qualification

Renforcement des chaînes productives

**OBJECTIF
GÉNÉRAL**

**OBJECTIFS
SPECIFIQUES**

ACTIONS

PROGRAMMES



Améliorer les conditions de travail
et de vie de la population de bas
revenu

Favoriser l'émergence
de formes de
coopération solidaires

Cours d'initiation au coopérativisme

Sensibilisation à la philosophie du coopérativisme

Accès au crédit

Organisation des espaces publics destinés à la
commercialisation des produits

Aide à la gestion d'entreprise

Microcrédit

Design et étude de marché
Structuration des groupes
organisés

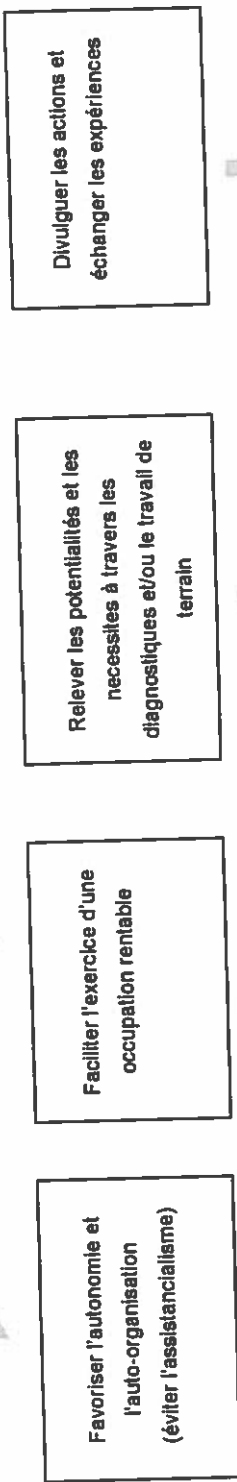
Programme de Qualification

Structuration des groupes organisés

**OBJECTIF
GENERAL**



**OBJECTIFS
SPÉCIFIQUES**



ACTIONS

Création d'un logo
Diffusion d'un journal mensuel, journal interne hebdomadaire et flyers
Participation à de grands événements nationaux et régionaux
Inscription au Programme Gétúlio Vargas "Gestão urbana e cidadania" (Prix)

Elaboration de programmes adaptés aux nécessités

Accompagnement technique

Assistance technique

PROGRAMMES

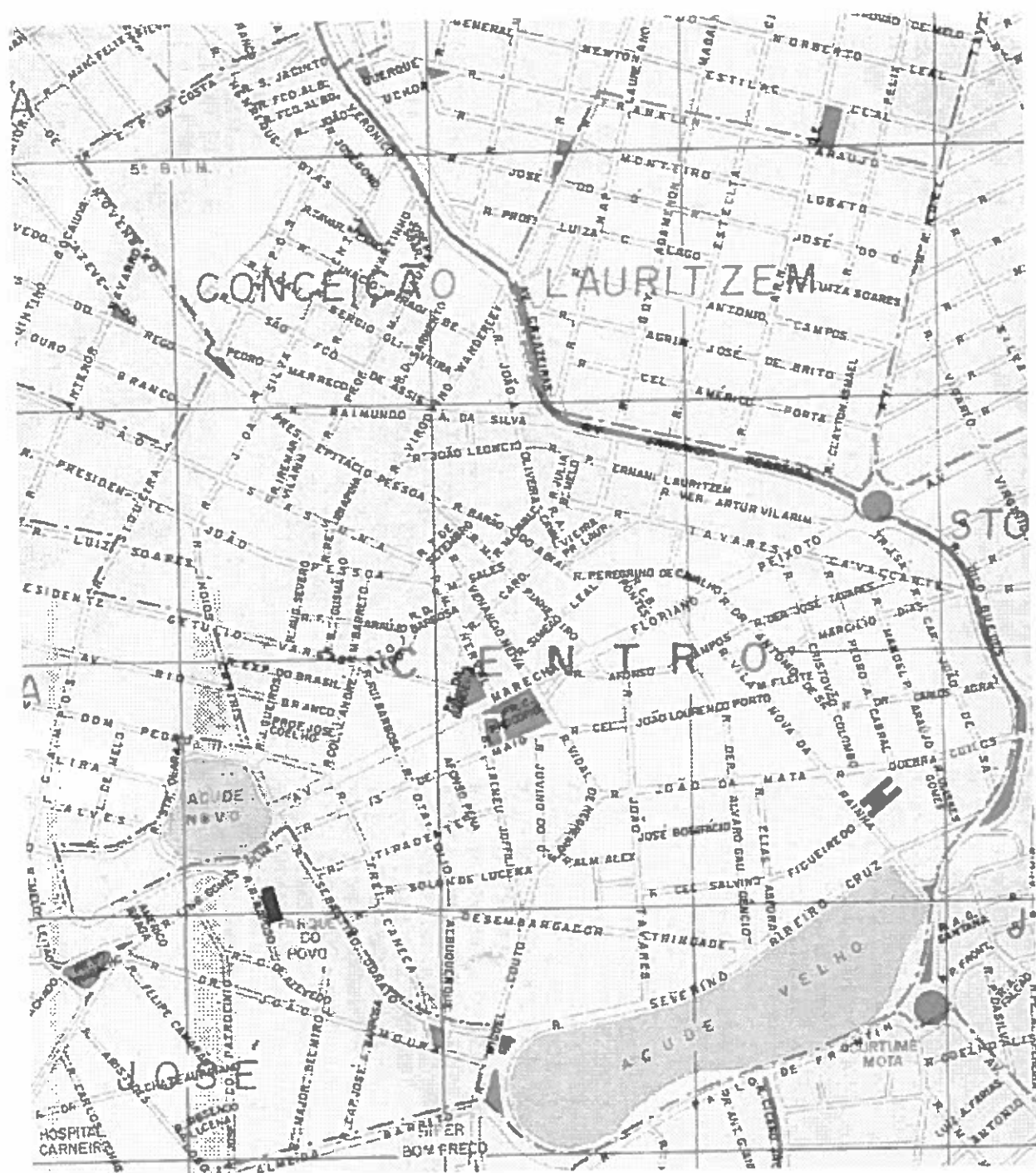
Microcrédit
Structuration des groupes organisés

Tous les programmes

Tous les programmes

Direction
Design et étude de marché
Cellule de presse

Annexe : Carte Centre Campina Grande



Politiques urbaines et informalité

Vanessa SORIN

L'informalité est une réalité complexe et difficile à définir. Elle dépasse largement le champs de l'économie et la réglementation. Mais c'est une donnée structurelle des pays en développement. Les pouvoirs publics ont des difficultés à intervenir sur ce champs, qui, par essence, leur échappe.

Dans le Nordeste brésilien, la situation est caractéristique. Une urbanisation massive et anarchique, des problèmes économiques et une structure de l'emploi qui ne peut accueillir les nouveaux urbains ... La population urbaine s'est nourrie des espaces laissés vacants et des interstices économiques.

Aujourd'hui, les pouvoirs locaux tentent d'intervenir et de soutenir cette population fragile et précaire mais constituant, si ce n'est un potentiel de développement économique, du moins un moyen de maintenir emplois et revenus de subsistance.

A Campina Grande, des actions en matière de développement social et économique et de planification urbaine sont exemplaires. Les pouvoirs publics ont fait le choix d'intervenir concrètement afin de soutenir et structurer ces acteurs et activités de l'informel.

Quelle a été l'évolution de la conception de l'intervention publique en direction de l'informel ? Concrètement, comment est-il possible d'intervenir au niveau local ? Est-ce efficace ?

Informality is a reality complex, exceeding the field of economic and regulation. It's a data structural of the developing countries. The authorities have difficulties in intervene on this field, which escapes to them. In Brazilian Norwest, the situation is characteristic. A massive and anarchistic urbanization, economic problems and a structure of employment which cannot accommodate new urbans ... Urban population nourished vacant left spaces and economic interstices. Today the local authorities try to support this fragile and precarious population. In Campina Grande, actions as regards social and economic development and urban planning are exemplary. The authorities made the choice concretely intervene in order to support and structure these actors and activities of informality. What is the evolution of public intervention in informal activities ? How is it possible to interven at the local level? Is this effective?

Mots clés :

**Nordeste Brésilien
Campina Grande
Informalité
Politiques urbaines
Développement social et économique
Planification urbaine
Pouvoirs locaux**